N° 61 — 8e Année

Défense de l'Occident

MAI 1959

Revue mensuelle politique et littéraire

SOMMAIRE

DÉFENSE DE L'OCCIDENT, Services commerciaux et vente :
58, rue Mazarine, Paris (6e).

Abonnement. — 1 an : 1.500 fr. ; Etranger : 1 an : 1.800 fr.
Soutien : 3.000 fr. — Propagande : 5.000 fr.
C. C. P. : 2182-19 PARIS

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue *DÉFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N° ____

NOM ____________________

PRÉNOM ____________________

ADRESSE ____________________

....

Signature

Abonnements. — 1 an : 1.500 fr.
Etranger : 1 an : 1.800 fr.
Soutien : 3.000 fr.; propagande : 5.000 fr.

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à : Les Sept Couleurs, 58, rue Mazarine, Paris-6e, C.C.P. 2182-19 Paris.

LES IDÉES ET LES FAITS

LE TRISTE ANNIVERSAIRE

Nous sommes depuis un an sous le régime gaulliste. Le visage du nouveau régime apparaît-il sous son vrai jour ? Nous n'en sommes pas sûrs. Ce qui est certain, c'est que la vie politique française apparaît, elle, sous un jour grotesque. Les journaux ne contiennent plus que des communiqués officiels. Ils signalent les passe-temps de M. Couve de Murville ou de M. Malraux ; ils parlent quelquefois du discret M. Debré. Leur lecture est aussi réjouissante que celle du *Moniteur* sous la Restauration. La scène politique est remplie des faits et gestes du principal déambulateur, lequel parcourt les comices agricoles en distribuant les points d'exclamation. A lire nos quotidiens, la liesse est générale, les difficultés s'arrangent toutes seules et l'opinion publique est une petite fille qui porte un bouquet tricolore. Et cependant, la nation s'interroge, elle est inquiète, hésitante,découragée... Elle marche comme une somnambule. Elle a l'air droguée, assommée et méfiante. Il y a quelque chose de lugubre dans cette toute puissance de M. Homais. Car on ne sait pas ce qui l'emporte de l'écœurement d'avoir été trompé une fois de plus ou de la déception de voir nos révolutions se terminer en banalités verbeuses, prononcées d'une voix enrhumée.

Qu'elle était belle, cette volonté de la nation, au soir du 13 mai dernier, cette volonté unanime, cette joie unanime d'être débarrassé des bavards, des canailles et des exploiteurs ! Une armée jeune, issue de la nation, c'étaient les soldats de l'An II qui recommençaient. Le grand vent de jacobinisme purificateur s'était levé. C'était sur cette bouffée d'air frais que s'était faite la reconciliation du Forum, sur cette image d'une France nouvelle, d'une France enfin propre. C'était à elle que les musulmans tendaient la main. Par le monde, on attendait assurément autre chose que des impôts, des changements d'affectation et des circulaires. Quelle occasion de donner à la jeunesse le rôle qu'elle

mérite et que nos gérontocraties successives lui ont toujours refusé ! Quelle occasion de balayer cette pourriture du Tout-Paris, ses affairistes, ses margoulins, ses spéculateurs, ses parasites, d'instituer le peuple juge des fortunes et des carrières, d'abattre les planches vermoulues qui nous empêchent de respirer et de voir ! Jeter à bas la royauté de l'argent, donner au travail et à l'énergie la place à laquelle ils ont droit, museler la trahison, enfin, réussir ce que la Résistance aurait pu faire en 1944 si la haine et le carriérisme n'avaient pas empoisonné toute son action. Et au lieu d'appeler M. Sudreau, donner des pelles et des bétonneuses à trois millions de jeunes garçons et leur dire : « Vous voulez des logements, faites-les ! » Quelle occasion perdue, et bêtement perdue ! Quel réveil gâché ! Des colonels de trente-huit ans pouvaient transformer le pays en six mois. Nous avons à la place un pouvoir haineux et retors qui rapetasse les vieilles chaussures que le 13 mai avait jetées par la fenêtre.

N'en doutons pas, cependant, malgré la déception profonde de l'opinion, le régime actuel a des chances de durée.

Nous vivons sous une monarchie Louis-Philipparde : ce sont des entr'actes qui risquent d'être longs. La crise brutale de l'économie étant provisoirement évitée, l'opinion est morose, mais trop amorphe pour se livrer à quelque violence. Le « mauvais moment à passer » peut tourner à la maladie chronique, si l'opposition nationale continue à borner son action à un système d'imprécations et de brocards qui lui masquent sa torpeur.

Le point faible du régime actuel se situe en un domaine où il croit avoir parfaitement réussi : il est dans le silence et l'impuissance du Parlement. Avec d'immenses inconvénients, le régime parlementaire avait l'avantage d'être une soupape salutaire par laquelle se déchargeait ou se dissipait le mécontentement. Une charge anormale de mécontentement devenait très vite perceptible : excessive, elle aboutissait à la crise et l'avantage de la crise était d'éviter la révolution. La muselière du Parlement donne la parole à la rue. C'est là le fait nouveau dont l'opposition doit s'aviser. Il est temps qu'elle canalise et *exprime* le mécontentement populaire par l'action classique en période d'autoritarisme, l'action de rue et la manifestation populaire.

La conduite même du général de Gaulle lui dicte cette tactique. Car la simple menace de troubles ou de désordres a suffi à fixer la géographie du carrousel présidentiel : alors que le général de Gaulle devrait depuis longtemps s'être rendu à Alger, point névralgique du champ de bataille politique, il est clair que la peur des manifestations lui interdit d'y mettre les pieds. Il en est de même des grandes villes industrielles où le parti communiste est puissant. La prudence a fait du général de Gaulle une sorte de roi de Bourges : il borne ses périples à des endroits

sûrs, comme ces enfants de bonne famille que leur bonne ne mène pas dans les vilains quartiers.

Que cette prudence nous inspire. Puisque cette voie seule reste ouverte à l'amertume de la nation, que l'agitation devienne donc pour elle le moyen de le faire comprendre. Trop tôt eut été maladroit. Il fallait laisser le régime se déconsidérer lui-même. Mais, maintenant que les fautes ont été commises, maintenant que les prestiges établis par la publicité ont disparu, que la considération et la sympathie ont été remplacées par le haussement d'épaules, alors, il est temps d'aider l'opinion à surmonter sa timidité. La presse d'opposition l'a habituée à examiner d'abord, puis à critiquer. L'*action* de l'opposition doit à présent affermir et encourager l'expression publique et personnelle de ces critiques. Elle doit entraîner par son exemple même. Elle doit habituer l'opinion à s'affranchir de vingt ans de publicité mensongère. Sans la brutaliser, sans la choquer, sans hâte excessive, elle doit la conduire à remplacer peu à peu le Parlement défaillant, à ressaisir peu à peu la souveraineté populaire qui lui a été extorquée par surprise et à l'exercer effectivement. Puisque le régime a voulu être *plébiscitaire,* que le plébiscite ait lieu librement, qu'il ne soit pas faussé par des cérémonies comiciales, par des chienlits qui tiennent de la foire et du quatorze juillet : que, dans ce plébiscite continuel, la voix des opposants se fasse entendre comme elle devrait normalement se faire entendre au Palais-Bourbon. Il appartient à la nation de prouver elle-même qu'il n'y a pas de « ministère de législation » quand sa volonté a été faussée et bafouée.

Le triste anniversaire à l'occasion duquel la nation reconnaît combien elle a été trompée et trahie, doit être pour les nationaux un tournant politique. Il est temps qu'ils prouvent leur existence par leur *présence*. La politique est action avant tout. Il y a un temps pour faire des chansons et jouer les Cassandre et il y a un temps pour se montrer. Ne cherchons pas les unions formelles, les programmes, les prétextes à palabrer. Ce que nous voulons, nous le savons très bien. Si l'opposition existe, le moment est venu qu'on la voie. Ou alors, si elle n'existe pas, fermons nos boutiques, et faisons comme Rastignac : attendons que le destin ait appuyé sur son bouton pour faire rentrer sous terre le mandarin.

Maurice BARDECHE.

André FIGUERAS

L'ARMÉE GAGNE
Est-ce malgré M. Guillaumat ?

Une violente querelle se déroule-t-elle actuellement, sans que l'opinion s'en rende compte, entre les Etats-Majors de l'Armée et le Ministre de la Défense Nationale, M. Guillaumat ? Nous reproduisons, d'après un récent numéro de La Nation Française, *un article d'André Figueras qui donne d'intéressants renseignements sur cette situation.*

Depuis quelques jours, un conflit aigü oppose les chefs d'état-major à M. Guillaumat. Les généraux Zeller, Jouhaud, et l'amiral Nomy ont, en effet, décidé, devant l'attitude de leur ministre, de réaliser un front commun contre lui, afin de l'empêcher de poursuivre le travail sournois de « dépersonnalisation de l'armée », auquel il se livre depuis son arrivée rue Saint-Dominique.

Dès qu'il s'y trouva, en effet, on vit que M. Guillaumat n'aimait nullement les hommes du 13 mai, et que, se solidarisant avec ses prédécesseurs du Système, il faisait par exemple grief au général Dufourt d'avoir résisté à M. Chaban-Delmas.

◆

Ce premier signe inquiétant fut, hélas ! suivi de bien d'autres révélations plus graves encore. Les chefs de notre armée s'aperçurent en effet sans tarder, que l'on avait mis à la tête de nos départements militaires un antimilitariste convaincu, technocrate dans l'âme, et cachant à peine les excès de son mendésisme. Avec cela, raide et méprisant, n'ayant aucun souci des problèmes humains, et traitant l'armée, non point comme cette chose glorieuse et frémissante qu'elle est en vérité, mais comme une

machine. Bref, un homme pour lequel le drapeau dans le vent ne faisait pas de musique... Et, dans toute la force et toute la technicité du terme, un Barbare.

◆

Un entourage à l'avenant, bien entendu.

On sait qu'il est de coutume, parmi nos troupes, de désigner sous le nom de « salopards » les rebelles, les francs-tireurs, qui assassinent de préférence nos soldats lorsqu'ils se trouvent isolés. On peut d'ailleurs supposer que, dans les rangs du F.L.N., on appelle « salopards » les soldats français.

Au cabinet civil de M. Guillaumat, comme on n'a pas de retard de vocabulaire, on emploie également l'épithète de « salopards ». Ce qui n'aurait rien de surprenant, si l'on n'en faisait un usage particulièrement gracieux. C'est, en effet, lorsqu'il s'agit des officiers français d'Algérie que les membres du cabinet civil utilisent le sobriquet de « salopards ». C'est-à-dire que les membres du cabinet civil de M. Guillaumat parlent le même langage que les fellaga, et que l'on peut finir par se demander s'ils n'éprouvent pas aussi leurs haines.

◆

Cependant, s'il n'y avait que la muflerie de ces foutriquets, cela ne suffirait pas à dresser contre leur ministre les chefs d'état-major ; cela n'expliquerait pas qu'un certain nombre d'officiers généraux soient, à l'heure actuelle, sur le point de rédiger leur démission, cela ne rendrait pas compte de l'extrême malaise qui saisit l'armée, et des risques d'explosion qui augmentent chaque jour.

De tout cela, c'est le ministre lui-même qui est en cause ; c'est M. Guillaumat, dont la présence rue Saint-Dominique attente au moral de l'armée, et compromet une victoire que nous avons à portée de la main.

Car l'armée, en dépit des mensonges de la presse de trahison, a virtuellement gagné le combat d'Algérie. Sur le plan militaire, les progrès sont, depuis quelque temps, manifestes. Tant en matière d'opérations proprement dites, que de ralliement des populations, nos troupes parviennent à des résultats remarquables, et, si elles avaient loisir de les exploiter à leur guise, on verrait bientôt disparaître des cartes d'état-major ces tâches qui signalent la rebellion.

Le *Monde*, il est vrai, à plusieurs reprises, a dit ces jours derniers que l'usure du matériel posait un problème grave, et risquait de compromettre la suite des opérations. Je suis en

mesure d'affirmer, de la façon la plus catégorique, que le *Monde* a délibérément menti — donnant ainsi une preuve supplémentaire de ses intentions perfides. Dans d'état actuel de notre matériel, l'armée d'Algérie peut tenir un an sans aucune difficulté, et deux au besoin. C'est plus qu'il ne faut pour en finir, si toutefois M. Guillaumat ne compromet pas, et même ne remet en cause, une victoire pratiquement acquise.

◆

Or, M. Guillaumat a deux rêves funestes :

Le premier de ces rêves est la « mise au pas » de l'armée. Pour un antimilitariste, quelle douceur, en effet, que de vexer des généraux ! Cela touche à la volupté. Le plan, qui se poursuit avec une implacable rigueur, mais auquel Zeller, Jouhaud et Nomy ont décidé qu'il allait être mis un terme, a d'abord consisté à muter peu à peu hors d'Algérie tous les auteurs du 13 mai : Salan, Allard, Jouhaud, Lacheroy. Contre Massu, l'action a jusqu'à présent été plus discrète, parce que Massu vient des F.F.L. Mais les batteries demeurent braquées.

A présent, si M. Guillaumat est laissé maître de ses actes, il va s'attaquer à la tête de nos armées, et s'en prendre à tous ceux qui ont collaboré au 13 mai. Car il ne faut jamais oublier ceci : M. Guillaumat considère que le 13 mai fut la victoire de ses ennemis.

D'autre part, pour mieux travailler à la dépersonnalisation de l'armée, le ministre a trouvé aussi un système diabolique : il multiplie les postes à attributions voisines, de manière à tâcher de faire battre les généraux entre eux, et à régner à sa guise sur leurs querelles.

Le second rêve de M. Guillaumat, c'est de restreindre les effectifs et les crédits. Actuellement, les chefs d'état-major sont obligés de se battre violemment pour que soient maintenus en Algérie les contingents qui sont nécessaires aux ultimes batailles. M. Guillaumat, en effet, tire argument des opérations montées par le général Challe, et qui ne sont, en vérité, que des « coups de commando », pour soutenir qu'il n'y a pas besoin de cette pléthore d'hommes, et que l'on peut rogner.

Ce qui, d'une part, affaiblirait évidemment l'importance politique — en même temps que militaire — de l'armée d'Algérie ; ce qui permettrait aussi d'apporter solennellement au conseil des ministres, un certain nombre de milliards, qui représenteraient, en quelque sorte, la contre-valeur de l'Algérie.

Pour cette raison-là, et pour d'autres moins avouables encore, M. Guillaumat est soutenu, sur ce point, par le ministre des Finances, qui vient, paraît-il, de s'adonner à une série d'entretiens

que l'homme de la Celle-Saint-Cloud était particulièrement disqualifié pour avoir.

Le problème se pose donc d'une façon bien claire et l'on peut l'énoncer sans littérature :

Nous sommes, en Algérie, au bord de la victoire, il n'y manque plus qu'un dernier effort, et la consécration politique du succès militaire : c'est-à-dire l'affirmation solennelle de l'Algérie Française.

Est-ce le moment que vont choisir le ministre des Armées et ses amis, non seulement pour rendre amère cette victoire, mais encore pour la restreindre, pour la rapetisser, et peut-être même l'anéantir ?

Et surtout, va-t-on les laisser faire ?

André FIGUERAS.

Un livre posthume de P. A. COUSTEAU

Prochainement, paraîtra sous le titre « En ce temps-là... » un livre posthume de P.-A. Cousteau. Il s'agit d'un livre de souvenirs personnels s'échelonnant de l'adolescence à la condamnation, avec le « Journal de condamné à mort » de notre regretté confrère.

L'édition originale sera réservée aux seuls souscripteurs *nous ayant envoyé directement leur souscription. Elle se présentera sous la forme d'un élégant volume tiré sur Alfa et numéroté* (990 *fr.*). *Un tirage spécial sur Arches, également réservé aux souscripteurs* (2.500 *fr.*) *sera fait en même temps. Le volume sera illustré d'un portrait de l'auteur.*

Ceux de nos lecteurs qui désirent posséder un exemplaire de ce beau livre, où seront évoquées les « premières armes » de ce grand journaliste, en même temps que ses épreuves, doivent envoyer leur souscription à M. H. COSTON, B.P 92-18, *Paris-18e* (*C.C.P. Paris 2048-96*).

Yves JEANNE

Avant que ne se produise l'irréparable...

Je voudrais, avant qu'il ne soit trop tard, adresser une suprême exhortation aux Européens de ce pays, repris par les jeux partisans et les querelles électorales et les inviter à s'unir pour faire face, ensemble, aux dangers qui nous guettent.

Sans doute, aussi limitée soit-elle dans ses objectifs, la tâche apparaît-elle immense et, ce, en un moment où le temps nous est plus mesuré qu'il ne le fût jamais.

C'est là, me semble-t-il, une raison supplémentaire de durcir notre attitude et de serrer les coudes pour les combats de demain. Certes, nous avons, depuis Mai 1958, perdu en route beaucoup de compagnons, d'autres se sont éloignés, qui nous reviendront à l'instant décisif... En disant cela, je ne songe pas aux conspirateurs de la camarilla gaulliste qui sachant, eux, ce qu'ils voulaient, ont d'autant plus facilement exploité la bonne foi des militants nationaux de ce pays et la crédulité des foules ; je ne pense pas davantage à ces fameux Généraux et Colonels de l'Etat-Major d'Alger que l'on nous présentait comme des « durs » bien décidés à s'opposer aux fantaisies « libérales » de M. De Gaulle et qui, en fait, se sont inclinés les uns après les autres comme si le retour du « brigadier » de Londres avait suffi à réduire au rôle de muets du Sérail ces Chefs militaires sur la « résolution » desquels on avait tant compté...

J'évoque, par contre, ces leaders algérois qui, après s'être laissé si facilement abuser — pour avoir trop cru en la bonne foi de leurs adversaires — après avoir louvoyé des semaines et des mois entiers, ne sachant à quel « NOM » ou à quelle « ETOILE » se raccrocher, viennent à leur tour de découvrir les délices d'un système électoral qu'ils condamnaient récemment encore.

Sans doute m'objectera-t-on qu'une consultation municipale peut être valable en soi et n'a rien de comparable aux élections législatives, base même de la démocratie ; j'en conviendrais volontiers... si nous étions en période normale. Dans le climat actuel, des élections en ALGÉRIE ne pouvaient qu'être politisées à l'extrême, par là, contribuer à la désunion et à la confusion voulues par PARIS. C'était une raison première de ne pas y participer.

L'on rétorquera à cela qu'il vaut mieux occuper soi-même certaines places que de les voir attribuées à ses adversaires. L'argument me paraît faible. Le procédé, là encore, s'est révélé inefficace ; l'on n'avait pas prévu la mauvaise foi du partenaire bien décidé, en truquant les résultats, en influant sur les masses, en se livrant à ses habituelles et malpropres combinaisons des lendemains de scrutin, à barrer la voie aux candidats, puis, aux élus nationaux.

Je n'avance rien que je ne prouve : dans le 4e Arrondissement du Grand Alger, où sept listes étaient en compétition, les résultats « *officiels* » ne purent dissimuler le triomphe du « FRONT NATIONAL POUR L'INTÉGRATION ET LA FRATERNITÉ » qui obtint 4.912 voix contre 2.552 seulement aux gaullistes de l'U.N.R. En vertu de quoi, le F.N.I.F. se vit attribuer *deux* sièges, et *deux* également l'U.N.R., les six autres étant répartis entre différentes formations « bidons ».

Encore convient-il d'ajouter que ces résultats furent faussés par la partialité d'un officier de S.A.U. qui, désireux de faire sa cour aux puissants du jour, imprima « aux votes massifs de la Cité MAHIEDDINE une touchante unanimité » — nous citons le Professeur LAMBERT, leader du F.N.I.F.

Survinrent les élections des Maires. Toujours dans le 4e Secteur, deux candidats étaient en présence : M. LACOMBE (F.N. I.F.) auquel normalement eut dû revenir le titre et M. PLEIBER (U.N.R.). Mais les deux élus de la liste PLEIBER, l'élu du « Mouvement dit « ALGÉRIE FRANÇAISE » — roue de secours de l'U.N.R. — et les 3 élus de listes plus ou moins officieuses unirent leurs voix sur le nom du candidat gaulliste qui l'emporta haut la main ; la farce recommença pour la désignation de l'adjoint et... les 4.912 électeurs nationaux de M. LACOMBE furent cocufiés... comme au 13 Mai.

Pour être le plus frappant, cet exemple n'est pas isolé. Nous craignons pourtant que la leçon n'ait pas servi puisque, après d'aussi brillants résultats, les « Nationaux » de notre ville continuent dans leur presse à dénoncer les abstentionnistes et réservent leurs critiques aux militants du F.N.F., du MOUVEMENT NATIONALISTE UNIVERSITAIRE, de JEUNE NATION ou d'autres Groupements analogues ; dans le même temps, ils se font interviewer par les envoyés de l'« Express » et du « Monde » ; sans doute, les traitent-ils encore de haut et leur assènent-ils de dures vérités mais, enfin, ils consentent à les recevoir ; hier, plus sainement, ils leur auraient claqué leur porte au nez.

Si, pourtant, ils avaient mis autant d'ardeur à prêcher l'abstention qu'ils en apportèrent à rater leur élection, c'est 80 % des Européens d'ALGER qui n'auraient pas voté, infligeant ainsi au Régime une cinglante défaite.

•

Donc, par la grâce de De GAULLE, de ses hommes du Gouvernement et de ses fonctionnaires de la Délégation Générale, avec l'approbation d'un Etat-Major à ses ordres et des Services Psychologiques de l'Armée, avec la complicité d'une presse

algérienne aussi servile que celle de la Métropole et avec le consentement de certains « activistes » de notre ville, l'Algérie a voté.

Pour permettre cette mascarade honteuse qui n'abusera personne en FRANCE ni à l'Etranger, qu'il s'agisse de nos amis ou de nos adversaires, l'on n'a pas hésité à courir les risques les plus graves. L'Armée a été mobilisée au service de cette mauvaise cause : « Votez, pour qui vous voudrez, mais votez », et les Généraux CHALLE et MASSU se sont transformés en agents électoraux, faisant dans les bureaux de vote du Grand Alger la « retape » de l'électeur récalcitrant ; les militaires ont débusqué les tire-au-flanc de la compétition démocratique, contraints de délaisser pour cela une tâche plus urgente de surveillance et de protection.

On a voté en ALGÉRIE et parce qu'il avait plu à M. De GAULLE d'ordonner cette bouffonnerie, le sang a coulé : « 16 morts, 80 blessés, 20 kidnappés » se sont ajoutés à l'interminable liste des victimes de cette guerre ; une bombe a éclaté en plein jour au centre d'ALGER, premier attentat d'importance depuis le 2 Août 1957 ; il s'agit là de chiffres et de faits *officiels* — l'on sait ce que cela signifie.

On a voté en ALGÉRIE où, en ces quatre dernières semaines l'on a dénombré 351 tués, 355 blessés et 323 personnes enlevées. Ce sont, là encore, des statistiques *officielles* et l'on sait, je tiens à le redire, ce que signifient ces chiffres en un temps où l'ordre est donné à tous de minimiser à l'extrême le bilan de nos pertes afin de ne pas troubler la quiétude des communiqués et des discours, en vue de rassurer un peuple inquiet et de tenter, par là, d'amoindrir sa volonté de résistance aux négociations qui se préparent.

Du sang a été répandu et l'est encore, plus qu'il ne le fût jamais sous les gouvernements de trahison de la IVe, mais, satisfait par les résultats électoraux de l'intérieur, tranquillisé par l'échec des « activistes » et des « extrémistes », comblé par les divisions dans le camp national, De GAULLE a grâcié des tueurs et des égorgeurs, il a rendu publique, au lendemain de ces élections-catastrophes, une mesure prise par lui le 7 avril.

Et l'outrecuidant petit juif, promu par sa volonté au titre de 1er Ministre de « ce vieux pays Gallo-romain qu'est la France » a tenté à ORAN, avec une insistance digne d'une meilleure cause, de justifier son Maître. Pauvre M. DEBRÉ ! ! sa tâche était ardue en ce jour où ORAN apprenait le massacre de THIERSVILLE où Mesdames MARTINEZ et QUERE et la petite Nicole QUERE — *4 ans* — venaient d'être violées, égorgées et proprement découpées par les « courageux » soldats de la rébellion. Il s'en est tiré à la sauvette, par une « colère » bien dans les coutumes de sa race.

Car, pour M. DEBRÉ, le crime ce n'est pas de grâcier des assassins mais d' « exploiter des mesures individuelles à des fins politiques ». — Faites-en votre profit, braves nationaux d'Algérie, qui osez critiquer la « générosité » de M. De GAULLE.

Les arguments du Ministre sont tous de même veine ; ils valent que nous nous y arrêtions :

Les nouvelles mesures de grâce ?

Elles sont « la liquidation du passé. Il était, je crois difficile, « pour ne pas dire impossible, de faire une différence entre « les dossiers qui étaient antérieurs à la date de prise de fonc- « tion du Président de la République, et ceux, qui, pour des « raisons de procédure, ne se trouvaient pas en voie d'être « réglés au moment de l'accession à l'Elysée du Général De « GAULLE... ».

Bien, voyons ! Il suffisait d'y penser ; pourquoi refuser à ces malheureux une grâce accordée en bloc à tous les condamnés à mort, sous le simple prétexte qu'ils n'étaient pas passés en jugement lors de la parution de ce fameux décret. L'on pourra bien sûr, recommencer demain et prendre les mêmes mesures en faveur des nouveaux et futurs condamnés des tribunaux militaires.

Avec des juristes tels que M. DEBRÉ, nous risquons d'aller loin...

Le massacre de THIERSVILLE ? Ce n'est pas, tout compte fait, une mauvaise affaire (sauf, bien sûr, pour les victimes et leurs familles, mais la thèse gaulliste selon laquelle « on ne fait pas d'omelette sans casser les œufs » ne date pas d'aujourd'hui). « Comment, s'écrie DEBRÉ, les pays étrangers peuvent-ils considérer les représentants de ces gens autrement que comme les représentants d'assassins ? » ils auront dès lors, certains scrupules à reconnaître « l'organisation extérieure » F.L.N. du CAIRE ou à appuyer ses thèses.

« Comment », M. DEBRÉ ? Mais de la même manière qu'ils ont reconnu le premier gouvernement de M. De GAULLE, coupable lui aussi de l'exécution d'une centaine de milliers de Français, aussi salement trucidés que les victimes algériennes des fellagah, et ce, selon les consignes de la circulaire adressée le 15 octobre 1943 à tous les comités départementaux de Libération par le Ministre de l'Intérieur du Gouvernement d'Alger et portant en exergue cette phrase de votre grand homme : « La libération nationale est inséparable de l'insurrection ».

Les crimes des rebelles algériens sont innombrables, pourtant l'on n'a pas encore vu de femmes promenées nues et la tête rasée dans les rues des villes ou des villages d'Algérie ; cela s'est passé à PARIS, à BORDEAUX, dans combien d'autres villes de FRANCE, au lendemain de la « Libération », sous la première dictature De GAULLE. Or, les pays étrangers ont reconnu De GAULLE...

Malgré OUED ZHEM, MARRAKECH, OUJDA et tant d'autres massacres, aussi inexpiables, Monsieur de GAULLE lui-même n'a-t-il pas mis sa main dans celle de son fidèle « compagnon » MOHAMED V, aux « bons offices » duquel il aura recours un jour ?

Et, puisqu'il s'agit de M. DEBRÉ, pourrait-il nous dire quels Etats étrangers ont rompu avec ISRAEL (auquel il porte une

affection toute particulière) à la suite de l'odieuse extermination par les juifs du petit village jordanien de KIBYA en octobre 1953 ?

Pourquoi demander à des Nations étrangères qui, après tout, ne sont pas gardiennes des intérêts français, d'avoir envers nous davantage de scrupules que nous n'en avons eu ou n'en avons nous-mêmes envers d'autres Etats ou à l'égard de nos propres ressortissants ?

Je ne cite que pour mémoire ce leit motiv repris des mois durant par les gouvernements successifs de la IVe, remis à la mode par les politiciens sans vergogne de la Ve et servi à ses mode par les politiciens sans vergogne de la Ve. « Les rebelles se sentent perdus. Alors que reste-t-il ? Rien d'autre que le terrorisme... ». Cela relève de la même veine que ce fameux « dernier quart d'heure » cher à M. LACOSTE, mais que lui a pourtant dérobé pour s'en servir et nous le resservir l'un des « colonels » de service du nouveau régime. Mais je stigmatiserai par contre, ce mensonge éhonté du Ministre itinérant selon lequel les populations musulmanes retrouvent la confiance.

DEBRÉ, ne croyez-vous pas passer les bornes ? Comment les musulmans que nous livrons au couteau des égorgeurs reprendraient-ils confiance en un pays aussi faible, en un gouvernement aussi lâche, à moins qu'ils n'envient le sort du Glaoui et de ses compagnons trahis et abandonnés par vos prédécesseurs de la IVe République ? Vous mentez avec l'impudence des gens de votre race.

Pourtant, c'est nous que ce petit-fils de Rabbin traite de menteurs et ce sont nos « mensonges » qu'il dénonce « d'une voix très ferme », précise « Dimanche-Matin », organe algérois de M. PLEIBER le « mal-élu »...

« Tout ce qui est dit, tout ce qu'on rapporte sur de prétendues négociations sont en vérité des mensonges », clame la « Voix de son Maître » avant de s'envoler pour PARIS...

Sur ce, il voudrait qu'on le croit... Sur sa bonne mine sans doute, et malgré la quasi-certitude que nous avons de l'ouverture de prochains pourparlers, certitude appuyée sur des faits se recoupant les uns les autres et combien plus précis que le langage volontairement sybillin du Président de la République ou les dénégations de son « premier ».

Un fait demeure, que M. DEBRÉ prétend démontrer : les Nationaux de France et d'Algérie mentent et seul, lui, DEBRÉ, dit et clame la vérité...

Ce parangon de vertu et ce féal chevalier, pourfendeur sans peur des mensonges « ultras », n'en est pas pourtant à sa première contre-vérité.

Pourquoi ne continuerait-il pas à nous tromper comme il le faisait au temps de ses éditoriaux du défunt « Courrier de la Colère » ? Pour vanter une marchandise frelatée — le gaullisme — il revêtait alors l'aspect d'un nationaliste intransigeant, promettant la Haute Cour aux Ministres qui se montreraient assez

audacieux pour grâcier MESSALI HADJ et BEN BELLA. Mais son premier geste de Chef du Gouvernement fut de grâcier MESSALI HADJ et de reconnaître implicitement à BEN BELLA la qualité de prisonnier politique et de marque, en lui accordant le droit d'être détenu en une enceinte militaire.

Pourquoi ne nous abuserait-il pas — au même titre que ses collaborateurs les plus proches ? — Comme mentait son Ministre des Finances, Antoine PINAY, le 26 décembre 1958 lorsqu'il déclarait à « Fortune Française » : « Aucun projet de dévaluation du franc n'est envisagé dans la situation présente »... alors que le lendemain 27, il dévaluait de 17,55 % ; comme mentait son Ministre de l'Information, M. FREY, lorsqu'il s'écriait devant les journalistes anglo-américains : « La liberté de la presse est de tradition en France. Pour la maintenir, nous savons qu'il faut savoir se battre et, s'il le faut, mourir » ; en foi de quoi, M. FREY a avalisé les saisies de plus en plus fréquentes et les poursuites illégales contre les journaux d'opposition.

Tant il est vrai que ces gens là, à l'instar de leurs prédécesseurs de la IVe, ne savent que duper l'opinion, en vue de préparer les braderies à venir...

•

Alors, Nationaux d'ALGÉRIE ? Croyez-vous à l'opportunité des jeux électoraux ; estimez-vous nécessaire de vous commettre sur les estrades politiques, aux côtés de ces liquidateurs du patrimoine national, ou bien le passé ne vous a-t-il rien appris, que vous prétendiez encore miner de l'intérieur ce régime de mort ?

Vous n'êtes pas de taille, croyez-moi — ceci, d'ailleurs, vous honore — à lutter à armes égales avec ces politiciens retors ; pour les avoir laissé s'introduire dans la place à votre suite, le 13 MAI, vous n'avez pas eu à vous louer d'une collaboration éphémère qui, bien vite, a tourné à votre confusion.

Allez-vous recommencer ?

Se peut-il que certains leaders de cette ville qui, parmi les premiers, ont dénoncé l'opération BIDAULT (cette roue de secours du Régime au jour où la colère populaire balayera De GAULLE) aient accepté lors de la dernière campagne, de voir sur leurs affiches les noms de leurs Mouvements figurer au côté de celui de la « Démocratie Chrétienne » ; pourquoi, brusquement, tant d'indulgence à l'égard de « M. CRAPOTTE » et de ses représentants algérois au premier rang desquels figure, nous assure-t-on, M. LAGAILLARDE, honnis hier de ces dirigeants nationaux qui brusquement multiplient les sourires à son égard et s'évertuent à redorer son blason ? Allez-vous renouveler avec BIDAULT et ses envoyés l'erreur que vous avez commise avec SOUSTELLE, DELBECQUE et autres NEUWIRTH ? Ce serait à désespérer...

Le temps presse, ai-je dit. Ne le gaspillez pas davantage. Le Régime, vous le savez, ne sera pas renversé à coup de bulletins

de vote, d'interviews ou de discours à la tribune des Assemblées ; il devra être combattu de l'extérieur et dans la rue ; il ne suffit pas de motions ou de vœux pour s'en débarrasser, mais d'une Révolution populaire, menée à son terme, sans faiblesses et sans recul, d'une Révolution totale qui, cette fois, ne devra pas s'achever en kermesse.

Il s'agit de choisir son camp et de guetter l'occasion ; chaque minute qui passe est une chance en moins, et les fossoyeurs sont là, déjà, prêts à ensevelir sous leurs pelletées de terre le corps charnel de la PATRIE.

NATIONAUX de FRANCE et D'ALGÉRIE, avec nous vous exigerez et vous obtiendrez l'avènement du RÉGIME AUTORITAIRE, COMMUNAUTAIRE ET POPULAIRE qui, nous délivrant enfin, livrera aux Juges de la Haute Cour le personnel de la V[e] République, successeurs et continuateurs — en pire — des gouvernants et des présidents de la IV[e].

La victoire Nationaliste de la FRANCE et de l'EUROPE, associées dans le cadre de l'EURAFRIQUE blanche, ne s'obtiendra qu'à ce prix.

Nationaux de notre Pays, il faut vous unir et, dans le calme, vous gardant de toute agitation stérile, évitant de répondre aux provocations que l'on multiplie, armés d'une détermination farouche et sachant enfin ce que vous voulez et jusqu'où vous désirez aller, vous attendrez votre HEURE...

...Cette HEURE qui sonnera bientôt au cadran de notre Destin.

Yves JEANNE.

P. S. — Cet article était terminé lorsque nous avons pris connaissance de l'invraisemblable déclaration faite par M. De GAULLE à M. Pierre LAFFONT, député d'ORAN et directeur de l'*Echo d'Oran*. De cet interview nous retiendrons la volonté formelle exprimée par le Président de la V[e] République de « contrer » toujours et en toutes occasions les Nationaux d'ALGÉRIE.

Nous reviendrons plus tard sur les paroles du Général-Président ; qu'il nous suffise de lui rappeler que, si nous ne sommes pas davantage que lui partisans de « l'ALGÉRIE de papa » — au sens que nous croyons pouvoir attribuer à ce terme — il serait nécessaire de préciser que, sans « papa », il n'y aurait jamais eu d'ALGÉRIE FRANÇAISE et que, partant, M. De GAULLE ne pourrait y exercer aujourd'hui ses talents de philantrope promu à la « déclochardisation » (!) des populations indigènes.

Plus sérieusement, rappelons aux Nationaux d'ALGÉRIE et de Métropole que, s'ils n'en finissent pas rapidement avec ce Régime de folie et de sang, c'est notre Pays tout entier et ses habitants qui seront réduits au rôle de « clochards ».

Y. J.

Pierre FONTAINE

Vers l'autonomie interne de l'Algérie

Les élections municipales d'Algérie ont-elles éclairci la situation ?

Les commentaires furent nombreux et divers. Comme d'habitude, chacun a interprété selon ses désirs et ses commodités politiques. Mais les commenteurs n'ont jamais fait l'Histoire ; ils la subissent et l'adaptent à leur tempérament ou à la gloire de leurs employeurs.

Le « raz-de-marée » U.N.R. ne s'est pas produit. M. Jacques Soustelle peut y trouver matière à réflexion sur sa cote, lui, qui, sans l'affaire du 13 mai, ne serait qu'un parlementaire parmi tant d'autres.

Je tirerai de cette consultation une conclusion (provisoire) réaliste : l'Algérie vient d'accomplir un grand pas vers son autonomie interne.

La thèse des « modérés » (M. Félix Gaillard d'Aimé y compris) est la recherche d'un « particularisme » algérien aussi éloigné de l'indépendance que de l'intégration. Beaucoup de personnes sont d'accord pour rejeter ces extrêmes, mais aucune ne se hasarde à émettre avec précision la solution définitive. Ce qui laisse la place à un certain nombre de combinaisons plus ou moins viables à l'usage.

On répète communément que le gouvernement « cherche » le statut de l'Algérie. On m'excusera de ne pas suivre cette pente. Nos gouvernants savent très bien ce qu'ils veulent et où ils vont, mais ils ne le disent pas. Ils organisent l'Algérie, ils malaxent sa structure pour arriver à un état de fait qui ne peut qu'aboutir à leur dessein : une Algérie contrôlée par les musulmans avec un strapontin pour les Français, le tout, espère-t-on, demeurant supervisé par Paris. Cela, en

totale ignorance du « fait musulman » sur lequel je ne reviendrai pas et qui s'affirme une nouvelle fois avec la nouvelle volte-face de Nasser et « l'incorrection » marocaine de refouler cinq permissionnaires de St-Maixent venant rendre visite à leurs parents alors que la France a formé des officiers marocains à St-Cyr.

Il est curieux de constater qu'après avoir eu la situation en main au 13 mai pour assurer pendant longtemps la pérennité de la souveraineté française, les Français d'Algérie ont commencé par creuser leur tombeau avec les élections municipales. Ils ont accepté de figurer en minorité dans les listes. Un rôle de potiches puisqu'en démocratie seule est valable la loi du nombre. Sans se rappeler le précédent des « 61 » grands amis de la France, élus de l'Assemblée Algérienne, qui s'éclipsèrent quand les mots d'ordre du F.L.N. devinrent dangereux.

Désormais, un seul fait compte : la majorité des assemblées locales appartient aux Arabes et aux Berbères. (Voir précédents de Tunisie et du Maroc). Dans ces conditions, ceux qui espèrent un autre climat en Algérie ne peuvent que s'appuyer sur la présence permanente de 400.000 hommes de troupe. Tout le restant est jonglerie avec les illusions.

La loi-cadre — fort critiquée en son temps — avait au moins le souci de conserver une représentation presque paritaire entre Blancs et musulmans. La Ve est allée beaucoup plus loin, puisque les listes électorales étaient obligatoirement composées d'un quart ou d'un tiers de Français et le restant de musulmans. Qu'on le veuille ou non, la France a abdiqué en prééminence.

Pour éviter que la majorité blanche d'Alger ne fasse tâche européenne en Algérie par la densité de sa population non musulmane, les socialistes avaient lancé l'idée du « Grand Alger ». En incorporant à la capitale la proche banlieue à forte majorité de population arabe, l'élément blanc était noyé. Ce projet a été repris. Où sont les protestataires d'antan ? La plupart des Blancs ont tout accepté dans l'espoir de l'accession au strapontin qui leur donnera l'illusion d'être présents, soit pour le partage du gâteau, soit avec l'espoir de limiter les dégâts. Et encore, à la c ondition que les Blancs élus dans les conseils locaux sachent l'arabe ou le kabyle, s'ils veulent suivre les conversations.

L'Algérie a fait le 13 mai pour cesser d'être gérée par Paris incompétent en matière musulmane. Elle accumule les abandons. L'indigéniphilie de M. Robert Lacoste était bien peu de chose dans sa « loi-cadre » à côté du cheval de Troie que les Français d'Algérie ont chevauché en avril. Contrôler l'administration communale du pays est une chose énorme, capitale qui permettra à un quelconque F.L.N. de tisser une toile

d'araignée presque parfaite. Car, à cette stratégie électorale s'ajoute, ne l'oublions pas, la participation musulmane qui deviendra graduellement majoritaire de tous les corps de fonctionnaires.

Tout cela constitue un plan d'ensemble fort précis que l'on s'est bien gardé d'annoncer dans les discours ! Un plan cohérent et assez astucieux. A notre point de vue, c'est un plan d'indépendance de l'Algérie, à moyen terme, dans une interdépendance souhaitée. Le tout était de savoir ce que l'on voulait. Or, on le savait. Je n'exagère pas puisque le commentateur officiel de la R.T.F., M. Maurice Clavel, a cru bon prendre la défense du F.L.N. dans un de ses bavardages radiotés. Pour qui connait les sentiments ultra-gaullistes de M. Clavel, dit « l'enfant de chœur de Colombey-les-Deux-Eglises », il y a de l'ambiance dans les faits que nous accordons.

Si l'ensemble constitue le politique du gouvernement, nous nous inclinons. D'ailleurs nous n'y pouvons rien. C'était aux Français d'Algérie de voir s'ils tireraient quelque chose de bénéfique en descendant un peu plus l'escalier du compromis et des renoncements. Rappelons-leur, en passant, qu'il ne reste plus que 50.000 Français en Tunisie auxquels on fait tellement de misères (agriculteurs en particulier) qu'avant dix ans ce nombre deviendra squelettique. Il n'aura suffi que de quelques psylles, inconsistants, ou politicards de bistrots, pour les mener du forum à la sujetion. Qu'ils s'adressent à MM. Soustelle, de Sérigny et autres Lagaillarde pour leur demander ce qu'ils ont fait de leur bataille ? Eux sont devenus des leaders, des ministres, des parlementaires largement appointés, tandis que les Blancs d'Algérie se muent en toutous.

Je crois avoir presque tout écrit en temp opportun sur le destin de l'Algérie favorisé par les divisions, les immenses intérêts privés, les vénalités, les vanités mal placées et, surtout, par une « grande » presse algérienne uniquement représentative de considérables biens personnels. Je ne pense pas qu'il soit besoin d'épiloguer longuement sur un processus qui donnera, peut-être, aux Algériens français la nostalgie de MM. Mollet et Mendès-France qui n'osèrent pas aller aussi loin que M. de Gaulle. On sait que ces politiciens furent « consultés » par les chefs de la Ve. Il était de leur jeu de pousser les nouveaux promus vers des réalisations quasi « punitives » dont personne ne pourra leur reprocher la paternité.

Je connais des camarades de gauche qui se frottent les mains. Je l'ai écrit ailleurs. Ils sont heureux de voir le gouvernement s'engager vers une voie où leurs leaders n'avaient pas voulu s'avancer aussi franchement. Pour eux, pas d'opposition virulente tant que le général de Gaulle n'aura pas enlevé le boulet qu'est l'Algérie » (sic). Il suffit de hanter

quelque peu les coulisses politiques pour sentir la jubilation des malins et des pseudo-supporters poussant le voisin d'un air faussement convaincu à commettre des conneries. Larguer en douceur et l'on fera semblant d'être surpris quand le brusque « fait accompli » surprendra, une fois de plus, les spéculateurs d'illusions ! Au besoin, on s'insurgera la main sur le cœur si les événements sont exploitables politiquement.

Dans son hebdomadaire algérois **L'Africain**, le Général A. Aumeran a écrit quelques lignes que je livre aux rhéteurs du quai d'Orsay, car elles sont humaines et je sais que l'auteur parle et lit l'arabe :

« ... (Ils) n'ont que des notions livresques de l'Algérie, vue par quelque gouverneur de passage, et une compréhension du musulman qui s'arrête aux contacts pris avec la bourgeoisie ou les intellectuels occidentalisés. Ils ne connaissent ni la langue ni l'âme musulmane. Et surtout ils ne voient que le côté théorique et politique du problème.

« Ils ne se sont même pas rendu compte que si la masse algérienne n'a guère évolué depuis 120 ans, c'est parce qu'on lui a enlevé ses élites pour en faire « des Français comme les autres ». Or, c'est AUX COTES DES FRANÇAIS ET NON MELANGEES A EUX que les élites auraient dû conduire leurs coreligionnaires à la citoyenneté.

« L'évolution, la progression nécessaire se seraient faites grâce à ces hommes de même religion, de mêmes mœurs et coutumes, de même passé, sans risque d'incompréhension, de mépris ou d'humiliation.

« En déracinant, en déclassant en leur donnant comme seule valable la vie occidentale, on n'a pas enrichi les musulmans on a ajouté d'autres défauts aux leurs en effaçant leurs vertus propres... »

Antérieurement javais écrit que nous assistions — en Algérie et ailleurs — à la faillite de la civilisation exportée outremer si les Blancs persistent à croire que les symboles de leur génie sont la cravate, la semelle crêpe, le réfrigérateur, la bombe atomique et la politique.

Trop pressés de gagner de l'argent en transformant les autochtones, généralement hommes indépendants, en contribuables, en acheteurs de leurs produits, les Blancs ont peut-être recréé un esclavage plus humiliant que les servitudes tribales. Mais, cela est une autre question sur laquelle nous reviendrons quand les émeutes politiques du Dahomey, de Brazzaville, du Tchad, etc... se transformeront en guerres civiles parce que ces peuplades — que j'ai fréquentées — possèdent autant de connaissances sur les vertus démocratiques que moi sur la fabrication de la bombe H. Et cela vaut autant pour les Bantous, les Dankalis et les Maoris que pour les quatre cinquièmes des Aït ben Couscous. Mais combien, parmi nos « res-

ponsables » connaissent l'histoire arabe et celle du musulmanisme ? Certains Français d'Algérie (assez rares, mais il y en a) ne les ignorent pas, mais ils n'ont jamais pensé à s'en servir. A ceux qui ricanent, nous dirons simplement que les femmes arabes qui brûlèrent leurs voiles au forum, en manifestation d'émancipation, en furent quitte pour aller en acheter d'autres chez le marchand de tissus. Et ne plus les quitter depuis ! M. Sid Cara n'est pas le Mustapha Kemal attendu !

La démagogie d'un côté, la lassitude de l'autre et l'affairisme, viennent d'hypothèquer définitivement l'Algérie, premier fleuron de la couronne française. Les faux clercs ont divisé les Français d'Algérie pour demeurer les rois borgnes au milieu d'aveugles... Les révoltés d'hier sont enchaînés par la prébende parlementaire leur assurant de copieuses rentes pendant toute une législature pour trois mois de « travail » par an. Les « mutations » se sont multipliées. La famille et la technocratie bancaire sont aux postes-clés algériens. Le business commande et, sans savoir ce que sera l'Algérie de demain, on oblige les contribuables à fournir plus de 200 milliards de deniers publics pour servir de « supports » à des activités industrielles privées...

Chaque fois que l'on bafoue la logique, la logique prend sa revanche par la pagaye. D'accord pour parler de l'avenir — politique et économique — de l'Algérie quand il n'y aura plus de rebellion, quand la sécurité sera revenue. Tant que les attentats se perpétueront et que des soldats tomberont, il était indispensable de garder sur le pays un contrôle politique français. En acceptant de constituer des minorités municipales bafouables par des votes de majorité musulmane, les Français d'Algérie, ne pouvant plus arguer de leur absence, ont donné un sérieux coup de main à leurs adversaires. Ils ont oublié Djaâ, ce personnage de la comédie arabe, qui bouscule moins sa victime qu'il ne la grignote, ne la lasse ou ne l'écœure.

Les municipalités à majorités musulmanes c'est l'ouverture de la marche vers l'autonomie interne de l'Algérie. Avec l'aide des Français d'Algérie qui, cette fois, ont pris leurs responsabilités. (1)

On verra bien ce que donnera cet équilibre sur strapontin.

Pierre FONTAINE.

---

(1) 50 % des électeurs se sont réfugiés dans d'abstention. Ont-ils refusé de se faire les complices de leur servage ou ont-ils redouté les attentats particulièrement nombreux ce jour-là ?

Pierre HOFSTETTER

SOUS LE REGNE DE L'INVISIBLE

Finalement, qui est-ce qui gouverne les U.S.A ?

Cette pertinente question fut posée une première fois, dans la grande presse officielle, par le « New-York Herald-Tribune » du 17 novembre 1957, à la suite du « congrès » des grands chefs du gangstérisme américain tenu à Apalachin. Le quotidien new-yorkais dénonçait dans son éditorial l'étrange protection dont bénéficièrent, lors de cette rencontre qui a fait du bruit, les Costello, les Anastasia, les Genovese et autres gros pontes du « gouvernement invisible du crime organisé ».

En janvier dernier, à propos de la visite de Mikoyan aux Etats-Unis, Mikoyan qui n'avait pas été invité officiellement par la Maison-Blanche ou par le département d'Etat bien qu'il fut reçu tour à tour par MM. Eisenhower, Nixon et Dulles, le « New-York Mirror », autre organe de la grande presse officielle, demandait : « Qui décide de notre politique ? » Il est apparu en effet qu'un certain Eric Johnston, vendeur de films hollywoodiens de son état, personnage puissant et obscur qui est un des avocats les plus notoires de cette « aide à l'étranger » dont la nocivité a été établie bien des fois, avait servi d'hôte à Mikoyan tant à Washington qu'à Hollywood, et qu'il se mêlait maintenant de donner des conseils de politique étrangère.

En mars enfin, l'un des magazines les plus riches et les plus conformistes du Nouveau Monde, « Life », répétait la question : « Qui est-ce qui gouverne ce pays ? » Et il écrivait : « Est-ce le gouvernement légal, élu par les citoyens, ou bien un gouvernement invisible de bandits, voleurs gangsters, terroristes et meurtriers ? La question est intrinsèquement posée dans le témoignage de Sidney Saul, propriétaire de vingt-deux « jukeboxes » à Brooklyn, devant le comité McClelan d'enquête sur la corruption dans les syndicats. Trois hommes de main d'un syndicat de Jimmy Hoffa, désireux de s'assurer une part des bénéfices réalisés par Saul, le battirent jusqu'à ce que son nez fut plié « comme un fer à cheval ». Saul se rendit.

L'ennui est que la grande presse, quand il lui arrive de poser des questions pertinentes — et cela lui arrive ainsi que le montrent les exemples précités —, se garde bien d'aller jusqu'au fond des choses. Elle se limite à dénoncer des injustices ou des exactions déjà connues. Somme toute, elle ment à ses lecteurs par omission.

Qui gouverne les U.S.A. ?

N'importe quel garcon de courses du Bronx, n'importe quelle bourgeoise de Westchester vous le dira : M. Eisenhower, bien sûr, et les conseillers qui l'entourent.

Ce n'est naturellement pas l'avis de tout le monde. Un Israëlite d'apparence antisioniste, M. Emmanuel Josephson, a écrit un livre détonant dans lequel il montre que Rockfeller — l'actuel gouverneur de l'Etat de New-York, qui a pour conseillère la juive crypto-communiste Anna Rosenberg — est incontestablement l'un des maîtres des U.S.A., voire du monde. Significatif écho : l'autre jour, au Conseil municipal de Manhattan, M. Joe Sharkey s'écriait que Rockefeller « contrôle directement ou indirectement toutes les banques de New-York, et probablement toutes les banques de tous les U.S.A. » Si, d'autre part, on examine les textes que publie le courageux Conde Mc.Ginley dans l'organe antisémite « Comon Sense », qui paraît à New-Jersey, il ressort abondamment que les Juifs tiennent les leviers de commande, ou du moins la plupart de ces leviers, en Amérique ; c'est également l'impression que donne la lecture de nombreuses autres publications, notamment le « Canadian Intelligence Service » de Ron Gostick. Mais ce n'est pas tout : le publiciste Don Bell, dans sa lettre hebdomadaire « Don Bell Reports », a jeté le premier la lumière sur un groupe puissant et occulte, « 1313 », établi à Chicago, dont l'objet serait de s'emparer du pouvoir, virtuellement, par une centralisation administrative et industrielle formidable. Enfin, s'il y a Bernard Baruch, il y a aussi Felix Frankfurter, au sujet duquel Rosalie M. Gordon, dans son ouvrage « Nine Men against America » qui est une implacable critique de la Cour suprême des U.S.A., fournit des révélations d'un caractère accablant.

Il est donc difficile de donner une seule réponse à la question : qui gouverne les U.S.A. ? D'étranges forces, dans la coulisse, se livrent un combat sans merci pour contrôler le pouvoir. Si l'on se limite à prendre les événements en surface, on constate que la principale formation politique dans l'Amérique d'aujourd'hui est les syndicats. « Les unions, remarque Russel Maguire, directeur du magazine « American Mercury », ont accumulé de vastes fortunes, une immense puissance politique, et en vérité aujourd'hui elles représentent le groupe le plus puissant dans ce pays ». Pour pratiquement tenir en mains le pouvoir des Etats-Unis, il faut avoir les unions dans sa poche. Roosevelt l'avait bien compris, qui en fit en 1935 l'armature fondamentale de son parti. « Franklin D. Roosevelt, écrit à ce sujet l'excellent chroniqueur Westbrook Pegler dans le « Journal-American », était incapable de se livrer à une étude philosophique, mais il réalisa, sans savoir pour-

quoi, qu'il pouvait aveugler l'homme de la rue avec de brillantes illusions sur la « liberté », restée indéfinie. Un étranger total pour l'homme de la rue, Roosevelt l'appela familièrement « mon ami ». Il ne leurra pas seulement cet idiot au point de le soumettre à un cohorte de coquins, bootleggers, avocats et marxistes, mais encore le mit aux fers forgés par des membres du Congrès qui donna à Roosevelt liberté totale de disposer du peuple, de ses biens et de son foyer. Les unions devinrent l'armature du parti de Roosevelt. Ce serait le flatter que d'admettre qu'il visualisa le grand projet qui prit forme et couleur sous son règne. Ce serait flatter le plus vil roitelet syndicaliste de cette folle époque de prétendre qu'il prévoyait vaguement la forme et le détail du résultat. Mais Roosevelt savait que son homme de la rue, avec son gazouillement incohérent au sujet du fléau cancéreux de la « sécurité », n'était qu'un fraudeur égoïste qui vendrait sa liberté pour quelques dollars, et ferait saigner son voisin qui se prendrait à résister à son appétit. La loi sur les relations du travail fut placée dans les mains d'un groupe communiste. Pendant les dix premières années, l'existence de l'homme oublié de la rue fut ignoré lors du duel entre syndicats géants et groupes d'affaires géants. L'homme sans visage de la rue était vraiment devenu sans visage ».

Pour comprendre l'ire de Pegler, il faut savoir que, depuis plus de deux ans maintenant, le comité du Sénat McClellan-Kennedy déballe en public la corruption, le gangstérisme et les « rackets » dans les syndicats américains. La presse quotidienne a donné à cet égard suffisamment d'informations sur les Dave Beck, les Jimmy Hoffa et autres seigneurs d'un syndicalisme devenu entre leurs mains une grosse affaire politico-financière pour qu'il soit utile d'y revenir ici. On sait aussi que la Mafia — le « gouvernement invisible du crime organisé » — a des liens assez étroits avec des unions passablement corrompues. Le film « Sur les quais » en avait donné une succincte idée, et la revue « U.S. News and World Report », dans son édition du 11 juillet 1958, apporta dans ce domaine des révélations écrasantes.

⁂

Cependant, en dépit des enquêtes du comité du Sénat, des rapports publiés par la presse et sur la collusion Mafia-Unions, les syndicats américains demeurent une force considérable en Amérique. Une force corruptrice et corrompue, paralysante et tentaculaire, invisible et occulte, qui est une arme foudroyante dans les mains de ceux qui gouvernent les U.S.A. de la coulisse. Westbrook Pegler écrit encore : « Aucun candidat honnête à une fonction publique ne devrait manquer de déclarer qu'il considère les syndicats comme une vicieuse menace et un défi pour et à la souveraineté du gouvernement. Tout candidat décent doit à ses électeurs la promesse de détruire les unions complètement. Ceci pourrait être fait d'abord par le renforcement de nos vieilles lois locales et fédérales contre le meurtre, le lynchage, l'attaque à main armée, le

sabotage, le chantage, l'extortion, le vol qui sont pratiques courantes dans les syndicats d'aujourd'hui. Toutefois, la force corruptrice de la démocratie a si bien pourri notre Constitution et la structure de notre République qu'un tel candidat serait traité de sale fasciste et lapidé par l'homme de la rue ».

La puissance politique des syndicats américains peut se mesurer à la composition du quatre-vingt-sixième Congrès ouvert le 7 janvier dernier. Les statistiques publiées le 14 novembre 1958 par « U.S. News and World Report » indiquent que les syndicat y peuvent compter sur deux cent vingt-et-un membres de la Chambre des Représentants sur un total de quatre cent trente-six, et sur cinquante-six des quatre-vingt-dix-huit sénateurs. Ces représentants et ces sénateurs sont prisonniers des unions qui financèrent leur élection. Ils sont politiquement forcés d'adopter les directives du « COPE », le « Comité d'éducation politique » qui sert de « brains trust » aux leaders de l'AFL-CIO.

L'AFL-CIO est présidée actuellement par George Meany, homme intègre, connu pour ses convictions anticommunistes. Il est vraisemblable cependant que son successeur sera d'une autre trempe : Walter Reuther. Walter Reuther est une des puissances occultes de l'Amérique. Le comité du Sénat Mc Clellan-Kennedy ne daigna pas enquêter au sein de son syndicat unifié des ouvriers de l'automobile. Le « Daily News » remarquait récemment : Tant que le comité du Sénat ne s'en prend pas à Walter Reuther, toute son enquête sur les « rackets » continuera de donner l'impression d'être comme une représentation d' « Hamlet » où Hamlet manquerait. Et l' « American Mercury » écrivait à son tour : « Qui est derrière Reuther ? Seul un « gouvernement invisible » peut disposer de suffisamment d'influence pour pareillement protéger Reuther ».

Le mariage de convenance entre l' American federation of labour » (AFL) et le « Congress of industrial organizations » (CIO) en 1955 fut une manœuvre machinée par Reuther pour s'emparer, à la longue, de tous les syndicats américains. Reuther, on l'a dit, est le successeur désigné de Meany, et lorsqu'il l'aura remplacé, il sera l'un des maîtres de l'Amérique. Socialiste de type internationaliste, Reuther favorisa Earl Warren, le « chief justice » de la Cour suprême dont il voudrait faire un président des USA, et dont tous les jugements se montrent régulièrement favorables aux communistes, aux nègres et à une perfide minorité de libéraux apatrides. L' American Mercury » a bien raison de dire qu'un « gouvernement invisible » soutient Reuther. Comme par hasard, Reuther est un adversaire de Nixon, candidat républicain probable à la présidence en novembre 1960. Et comme par hasard encore, Rockefeller pourrait être opposé à Nixon lors de la convention républicaine de l'an prochain où sera choisi le candidat présidentiel.

On assure que la fortune personnelle de Nelson Rockefeller s'élève à deux cent millions de dollars. Peut-être n'est-ce qu'un chiffre, puisque M. Joe Sharkey prétend qu'il contrôle en fait toutes les banques des U.S.A. Cela n'empêche en tout cas pas Rockefeller, qui servit sous Roosevelt et Truman, de professer

des idées de gauche, d'avoir une cryptocommuniste telle qu'Anna Rosenberg comme « conseillère » et une femme qui n'a jamais fait mystère de son association passée avec le parti socialiste de l'émigré juif russe David Dubinsky. Dubinsky, qui est né à Brest-Litowsk, dirige à New-York le syndicat des ouvrières de l'industrie des habillements féminins. Aux élections de 1952 et 1956, il força les ouvriers de son syndicat à apporter une contribution « volontaire » de trois à sept dollars à la campagne de Stevenson. Bien entendu, Dubinsky n'a pas été inquiété lui non plus par le comité d'enquête du Sénat sur les « rackets » dans les syndicats.

Westbrook Pegler, dont les articles du « Journal-American » n'ont pas une seule fois reçu un démenti, écrit : « David Dubinsky, socialiste de toujours, opère, plutôt capricieusement maintenant, un parti socialiste à New-York appelé parti libéral et une organisation politique socialiste en Europe, en Afrique du Nord et ailleurs, dont la direction générale est assurée par un communiste type Trotsky nommé Jay Lovestone ». Pegler, dans un autre article, faisait état des douteuses activités politiques de l'"AFL-CIO dans les Antilles où, après avoir aidé à faire tomber Batista à la Havane, certains leaders syndicalistes complotent aujourd'hui contre Trujillo de la République dominicaine qui refuse de se soumettre à leur hideuse dictature socialo-financière. « Mais ces activités, remarquait Pegler, ne sont qu'une extension des intrusions politiques de Dubinsky en Europe orientale, en France et en Afrique du Nord organisées durant ces dix dernières années par un caractère appelé Irving Brown — ou l'homme qui se cache sous ce nom qui sonne si bien anglais — n'est pas un inconnu pour ceux qui ont lu « Dossier secret de l'Afrique du Nord », dans lequel Pierre Fontaine en parla abondamment.

Dubinsky est un allié de Rockefeller, lequel est le grand maître de la Standard Oil of New Jersey. Et la Standard Oil « s'intéresse » au pétrole saharien et à d'autres menues choses. Tout cela, au total, donne quelques vives lumières sur le « gouvernement invisible » aux U.S.A. Toutefois, quand M. Josephson assure dans un livre que Rockefeller est le grand maître des Etats-Unis, voire du monde, il commet à notre sens l'erreur d'ignorer ou de minimiser d'autres puissances occultes, comme les Rothschild par exemple. Et puis, il s'agirait de savoir pour le compte de qui ont travaillé ou travaillent toujours les Baruch et les Frankfurter. Finalement, quel rôle jouent les très puissants sionistes ? Rockefeller est-il leur maître ou leur valet ? Emanuel Josephson prétend que les sionistes sont ses agents. Quoi qu'il en soit, il est clair que les USA ne sont pas gouvernés par ceux qu'on nous montre, et que M. Eisenhower n'est qu'un président de façade. « Finalement, qui est-ce qui gouverne les USA ? » La « Herald Tribune », « Life » et d'autres posèrent pertinemment la question. Dommage qu'ils n'y aient pas répondu avec la même pertinence.

Pierre ***HOFSTETTER.***

La mue de l'Afrique noire

L'inconvénient des doctrinaires, prétendant juger un monde et leurs hommes du haut de leur tribune, est qu'ils ne connaissent, pour la plupart, ni ce monde, ni ces hommes. Des contracts rapides avec des évolués, simples exceptions dans une masse, des voyages à la Potemkine, une absence complète de cartésianisme et un manque de temps pour consacrer à la pensée et à la méditation les problèmes d'autres civilisations animées par d'autres races, aboutissent généralement à des remèdes pis que le mal. Tel est le cas présent de l'Afrique.

Pour l'Afrique du Nord, les gouvernants et les doctrinaires français ont méconnu — et ignorent encore — le « fait musulman ». Ce « fait musulman » peut être illustré par les ralliements spectaculaires de Bellounis et d'Azzedine et à leur rentrée dans le maquis dès qu'ils en eurent l'occasion. Je ne sous-entends pas que *tous* les musulmans sont calqués sur ce calibre, des exceptions confirment la règle, mais pour 90 % des cas le raisonnement est valable. Que cela choque ou non nos rhéteurs, il n'y a pas et il n'y aura jamais circuit de pensée identique dans des cerveaux de civilisations ou de races différentes. Cela est d'ailleurs facilement applicable lorsque l'on connaît les pays et que l'on a pris la peine d'observer les indigènes évoluant dans leur milieu propre.

L'Afrique noire n'échappe pas à cette loi générale. D'où ces remous en série qui vont se transformer en autant de failles dans lesquelles proliféreront les doctrines les plus diverses à la condition quelles soient animées par un espoir de retour à l'autorité des rois nègres — sous une autre étiquette — de certaines castes.

En février 1946, le général Aumeran alla trouver Léon Blum pour le mettre en garde contre une trop rapide évolution du musulman algérien. Il reçut cette réponse : *« Si les populations musulmanes souffrent, s'entretuent, meurent de faim après notre départ, tant pis ! Notre rôle consiste à les laisser faire, seules, leur expérience démocratique. »*

Je serai assez d'accord avec Léon Blum si des milliers de Blancs n'habitaient pas ces pays et ne devenaient pas les cibles de l'ivresse sanguinaire ou du chantage de gens qui,

à force de désordre, cherchent et trouvent des victimes expiatoires chez les étrangers installés chez eux, en particulier, chez les Français. Si les doctrinaires admettent la thèse de Blum, et ils l'ont admise, ils doivent se taire sur les « excès » — même véritables — du « colonialisme » qui a fait disparaître les terribles disettes décimant les populations africaines. Si l'apprentissage démocratique nécessite ce qu'évoque Blum, eh bien tant pis pour l'idéal démocratique et disons que l'U.R.S.S. fut plus sage et plus réaliste quand elle ne renia pas l'héritage colonial de la Russie d'Asie des Tsars, mais en l'évaluant à son juste niveau de « sous évolution » officielle.

L'Afrique est en train de trembler parce qu'on a cru que MM. Hauphouët-Boigny, Boganda, Senghor Lamine Gueye, etc... représenteraient une Afrique semblable à eux-mêmes.

La Constitution de 1958, en ouvrant le choix pouvant aller jusqu'à l'indépendance totale des anciennes colonies, bouleverse toute l'Afrique. On ne demande pas à des anciens serfs, encore mis en coupe réglée par des roitelets de leur race, s'ils désirent la liberté. Il est normal et humain qu'ils sautent dessus, quittes à ne savoir qu'en faire quand ils l'auront et à jouir de beaucoup moins de protection individuelle avec des maîtres de leur couleur. Encore une fois, la doctrine de Léon Blum peut s'admettre pour les individus qui croient à la démocratie au moment précis où la France confirme son régime ploutodémocratique. Mais si par naïveté, l'Afrique doit se transformer en brûlot capable de renforcer le blocus européen allant déjà de la Baltique à l'Adriatique, pour notre tranquillité et pour la paix, nous disons : attention.

Quand M. Sékou-Touré bondit sur l'occasion offerte par la Constitution pour déclarer l'indépendance de la Guinée, M. Mendès-France eut une remarque judicieuse : « Il ne fallait pas leur donner la possibilité de s'évader de l'Union Française ». Observation pertinente qu'il eut pu mettre en pratique avec l'Indochine et l'Inde, tout en n'oubliant pas qu'il ne quitta le ministère Guy Mollet qu'après que celui-ci eut accordé l'indépendance au Maroc et à la Tunisie. Néanmoins, la réflexion de M. Mendès-France demeure valable si on avait voulu essayer de sauver ce qui pouvait encore être sauvé. Les meilleurs spécialistes sont bien d'accord, si les anciennes colonies n'ont pas imité la Guinée, c'est uniquement parce qu'elles comptent sur l'argent et les aides économiques de la France. Le lien est matériel, l'esprit intervient peu malgré les discours officiels.

Reconnaissons que les Etats noirs ont eu tort de ne pas imiter la Guinée, car l'accord du 7 janvier 1959, entre la Guinée, assure à cette dernière à peu près les mêmes avantages qui si elle était restée dans la « Communauté ».

La décision constitutionnelle française a semé le désordre en Afrique. D'abord au Congo belge où la séduction xénophobe gagne en profondeur ; les noirs belges ne veulent pas être moins bien considérés que les noirs ex-français. Ensuite au Nyassaland où les Britanniques durent rétablir les fameux camps de concentration comme chez les Mau-Mau du Kenya.

Au Dahomey, troubles sanglants, après ceux de Brazzaville. Chaque parti veut le gâteau à lui seul, en tout esprit démocratique. Déjà, au Ghana, M. N'Kruma avait pris la décision d'expulser l'opposition et même de faire emprisonner les leaders non d'accord avec lui.

Tout cela est normal et humain, nous n'y trouvons pas matière à indignation ; nous remarquons simplement que la présence blanche avait réduit à néant les guerres tribales et les sacrifices humains. Or, mes correspondants — hommes compétents et sérieux — sont formels, depuis les autonomies, des autorités « régionales » se reconstituent, non pas sur le modèle du monde de demain, mais sur celui du monde d'avant-hier. Pour peu que tel chef de gouvernement ou tel ministre noir soit réputé issu de telle tribu, les ressortissants d'une tribu ancestralement adversaire décident de ne pas se soumettre à ses directives. Autant d'Etats dans l'Etat que la présence française avait réussi à unifier (ou presque). L'autorité de la France était acceptée parce qu'elle n'émanait pas d'une faction plutôt que d'une autre. Aujourd'hui tout change, et les roitelets noirs, qui nous reprochaient d'avoir aboli l'esclavage dont leurs ascendants tiraient maints profits, vont pouvoir, avec beaucoup moins de mystère, approvisionner les caravanes d'esclaves à destination de l'Ethiopie et de l'Arabie. Malgré une surveillance très étroite, les Français, les Anglais et les Portugais ne purent empêcher le trafic humain. Maintenant, le « bois d'ébène » va intensifier ses exportations en presque toute quiétude.

L'esprit même animateur et très sincèrement épris d'émancipation de quelques élites noires sortant des universités françaises (ou des écoles de Prague et de Moscou) est rigoureusement incapable de réagir contre une masse habituée à un sort, enlisée dans des coutumes qu'elle n'a pas lieu de maudire si cette cadence lui convient parce qu'elle est adaptée au climat et au pays. Je me suis toujours élevé contre les prétentions des Blancs d'imposer « leur » civilisation à des peuples exotiques et je prétends que les Maoris étaient plus heureux avant le débarquement des Français (et des Chinois) à Tahiti. Le rythme de vie de Paris, Londres ou Washington n'est peut-être pas souhaitable à Bamako ou à Bangui ; ce n'est pas civiliser un peuple que de le rendre esclave des nécessités modernes et de l'argent. Dans trop de ces pays, le rôle de la civilisation s'est borné à transformer des hommes indépendants vivant en communauté en contribuables. Cette évolution est incontestable, mais les doctrinaires se sont bien gardé de l'évoquer. Or, si la « civilisation » est en cause en Afrique noire, je soutiens qu'un « chef » noir ne parviendra jamais à imposer une vie moderne à ses « compatriotes » ; il aura, contre lui, les féticheurs et les sorciers, terribles « agents électoraux » plus ou moins démocratiques, ainsi que les puissantes sectes secrètes dont l'origine remonte à la nuit des temps. L'exemple du Libéria, pays indépendant depuis plus d'un siècle, où tout est corrompu, soudoyé, derrière un décor d'opérette, est probant ; malgré les aides américaines et les apports de noirs évolués, dégoûtés et bien vite repartis aux

U.S.A. malgré leur condition subalterne jugée préférable au désenchantement du retour sur la terre ancestrale.

L'Afrique noire ne révèle une expression économique que par l'activité des blancs et assimilés.

Si nous prenons l'ex-A.O.F. aux 18.930.000 habitants, nous comptons 88.200 « Français » dont beaucoup de Syriens ou Libanais. Dakar, le pays aux admirables métisses, sur 234.000 habitants, a 34.000 « Français », mais Abidjan n'en a que 8.000 pour 125.000 habitants et Bamako 3.600 pour 68.000 habitants. Il ne faut pas se leurrer, ces pays n'ont de vitalité et d'organisation pour un profit général que par cette population blanche ou métisse. Les leaders noirs le savent et c'est ce qui les a retenus de devenir complètement indépendants dans le sens de « l'Afrique aux Africains ». Quand la Guinée s'est vidée de sa « substance » (officielle et officieuse) blanche, après une rupture sur laquelle la vérité entière n'a pas été dite et qui incombe en partie à certains calculs ministériels, les Guinéens ont tellement senti l'importance de cette absence européenne que tout ce qui était blanc de peau, y compris les femmes jouxtées plus ou moins légitimement aux anciens étudiants noirs, se trouva bombardé, ès-race, à des places administratives. Le noir n'ignorait pas (pour éviter la pagaye) qu'un noir accepterait d'un blanc des ordres et une discipline qu'il refuserait à un représentant de sa race. En vérité, et dans l'intérêt même de populations qui ne sont pas, dans leur majorité, hostiles à la France, la vocation à l'indépendance devait se concevoir par étapes s'étendant sur un quart ou un tiers de siècle.

Le Mali (rhinocéros), cet essai de fédération noire d'A.O.F., a été une menace pour la « Communauté » ; il n'est plus réduit qu'à deux Etats qui se chicanent déjà au point de venir demander une sorte d'arbitrage à Paris. L'accident d'avion de Boganda, chef du gouvernement de la République Centre-Afrique (ex - Oubangui Chari), est diversement interprété. Des troubles « électoraux » se produisent un peu partout parmi des populations qui ne savent même pas ce que signifie le mot « politique » et que l'on berce de démocratie sans vouloir toucher à des coutumes médiévales constituant, en réalité, des servages régionaux entre noirs.

Le gouvernement de Gaulle a laissé se constituer des Etats non viables parce que sans débouchés maritimes indispensables : Soudan, Centre-Afrique par exemples. Ces pays sont destinés à n'être que les sujets de leurs voisins appuyés à la côte pour exporter leurs produits. Les noirs de sont pas tendres entre eux et pas toujours tolérants. Ou bien des haines vont s'édifier, ou bien des fédérations (difficiles) se constitueront et seront prises en régie par l'étranger pour sortir de la communauté (n'oublions pas que la voie transafricaine n° 2 passe par le Tchad, les Blancs étant exclus de la voie n° 1, celle du Nil).

La Constitution gaulliste comporte un ensemble de mots dont aucun des auteurs n'a pesé les conséquences en temps

voulu. En même temps qu'elle dépouillera progressivement la France, elle replongera l'Afrique dans l'ombre de ses forêts et, surtout, la jetera dans les rêts du haut capitalisme colonial, plus libre de ses actes que jamais, plus indispensable que jamais à l'économie intérieure de ces jeunes pays sans expérience. Le rôle des grandes sociétés (françaises) dans l'indépendance de la Guinée (pour échapper au contrôle métropolitain et traiter en suzeraines avec un pays dépourvu de « contrôleurs » financiers), est maintenant connu. Cette braderie coloniale devra être expliquée en détail un jour. Le haut capitalisme colonial (plusieurs centaines de sociétés animées souvent par la même banque) a « poussé » aux « idées de gauche » dans la réforme de l'outre-mer français pour se détacher des liens administratifs, fiscaux et financiers de la France. Ce n'est pas la première fois qu'une telle manœuvre est réalisée : l'argent se servant des doctrines démagogiques ou anti-nationales pour défendre ses intérêts. Nous nous en apercevons chaque jour davantage en Afrique du Nord et au Sahara.

Parmi les anciennes colonies africaines qui montraient une certaine hâte à se débarrasser de la tutelle française, Madagascar venait au premier plan. Ces dernières années, les leaders malgaches décochaient des menaces à peine voilées visant à son indépendance. La révolte 1946-47 (de laquelle certaines missions religieuses anglicanes ne sont pas absentes) fut particulièrement grave et sanglante. Bref, dès que la Constitution le lui permit, Madagascar se proclama « république », ce qui est le stade de détachement arrivant à la dernière plate-forme avant le sommet de l'indépendance. Madagascar, trop « chinoisée », n'osa pas rompre totalement avec la France par manque de cadres indigènes et... de finances. Vint la série des cyclones d'avril dernier.

Evidemment, le gouvernement français a « monté » le secours à Madagascar en affaire de propagande pour la « communauté », en sous-entendant : si vous aviez largué la France, vous n'auriez reçu aucune aide et, jamais, vous ne seriez arrivés à vous sortir des méfaits de ce cataclysme. Paris a agi adroitement en démontrant les bienfaits de la solidarité communautaire aux Malgaches impatients de se libérer de toute allégeance à l'égard de la France. Mais, dans ce domaine, peut-on prétendre à quelque reconnaissance quand les passions politiques sont latentes ? Certaines autres républiques noires, ex-colonies, ne sont-elles pas réticentes — pour le moins — à la levée de contingents armés ? Ne discerne-t-on pas déjà, une communauté désireuse de beaucoup recevoir et de ne rien donner ? Marché de dupes à l'horizon...

Les catastrophes de Madagascar ont permis d'évaluer à 20 milliards, la seule *partie* du réseau ferroviaire détruit. C'était une création de la France; cette dernière eut été réaliste d'établir un bilan, chiffré en valeur vénale, des « cadeaux » ainsi laissés en Indochine, Inde, Guinée, Maroc, etc... puisque chacun sait que « les colonies coûtaient de l'argent à la métropole ». La vocation d'altruiste ne doit pas devenir une vocation de poirisme puisque la Constitution permet aux

ex-colonies de se détacher, à tout moment et à leur gré, de la communauté pour l'instant à sens unique.

Il est désolant qu'une telle incompétence et une telle rêverie aient présidé aux chapitres constitutionnels consacrés à l'outre-mer. Dans le fond, il ne s'agissait peut-être que d'une abdication sous le masque du libéralisme, la France ne se sentant plus capable de défendre sa souveraineté en cas de rebellions...

Le cas de l'ex - Gold Coast britannique transformée en Ghana indépendant (?) n'avait pas eu les répercussions africaines des possibilités offertes par la Constitution française. Londres lâchera prochainement la Nigéria. Paris et Londres pensent qu'il vaut mieux amener le drapeau volontairement, les sociétés « nationales » installées risquent ainsi de ne pas être éjectées. Nous assistons, derrière les étiquettes philosophiques, à une sauvegarde du haut capitalisme à monstrueuses ramifications coloniales. Je ne peux m'empêcher de penser aux Soviets ayant décidé de demeurer en Hongrie et en Pologne, pays non nègres et plus évolués que l'Afrique noire... A chacun son réalisme ou sa « grandeur » ! Mais le départ est donné en Afrique et plus rien ne l'arrêtera. Parcours à étapes... Je ne suis pas de ceux qui estiment que le rejet de la civilisation atomique est une mauvaise chose... si l'Africain revient à son naturisme ancestral. Dans la brousse, l'étui phallique est mieux adapté à la nature que le pantalon de toile.

Reste l'expérience sud-africaine et la ségrégation poussée à son point le plus extrême... bien que le pays des anciens Boërs soit devenu un centre peuplé intensément d'Israélites se plaignant des discriminations raciales.

L'Afrique noire est sous-peuplée. Le vieux continent est surpeuplé. Les cris d'alarme fusent de toute part pour un globe terrestre qui sera bientôt trop petit pour les habitants trop prolifiques. (Personnellement je n'y crois pas). Il faut donc trouver des terres de peuplement.

Pourquoi pas l'Afrique ?

Des Blancs peuvent ne pas penser comme des Noirs. Puisque l'Afrique est grande et offre partout les mêmes possibilités, à chacun son lopin, sa « réserve ». Qu'ont fait les Israélites en chassant de chez eux, en Palestine, plus d'un demi-million d'Arabes musulmans ? Qu'ont fait les Soviets, en groupant les Israélites jugés « difficilement assimilables » en une « république des Juifs » (Birobidjan) située aux confins sibéro-mongols ? L'Afrique du Sud enboîte le pas à Tel-Aviv et à Moscou, n'en déplaise à nos doctrinaires qui crient à l'abomination en évoquant la politique de Johannesburg. Pour éviter les heurts, les froissements, les abatardissements reniés par les uns *et* par les autres (le redoutable problème des métis), il convient d'examiner sans parti-pris l'expérience sud-africaine.

Et bonne chance quand même à l'Afrique aux ressources complètes encore non mises en valeur au millième ! Avec tout de même une pensée pour ceux que la France envoya mourir pour rien sur ces terres lointaines.

XXX.

Pierre NAVARRE

PRODROMES A DES JACQUERIES

Je viens de parcourir plusieurs grandes foires annuelles de province.

Les exposants sont unanimes : plus de curieux que d'acheteurs ! Le marasme (et le malaise) s'accroissent, l'argent devient rare chez le paysan. Qu'il s'agisse de blé ou de vin, les bas cours payés aux producteurs ne rémunèrent plus un travail qui doit s'approvisionner aux prix industriels en constante hausse. Exemples : les 100 kg. de sulfate de cuivre sont à près de 11.000 frs (et ce n'est qu'un début de saison) contre 9.200 l'an dernier ; le kg. de fil de fer est à 100 frs, soit 100 % d'augmentation en quatre ans, etc...

Les bons chevaux (de labour) dépassent 200.000 frs, soit 50.000 de plus qu'il y a deux ans. Les paysans renoncent à l'achat de jeunes gorets. Trop cher ! pas de liquide pour acheter ! Là, baisse sensible ; de 9.000 frs l'année dernière, le cochon de 20 kg. se traite entre 5 et 6.000 frs. Les plants de vigne qui, en décembre valaient entre 75 et 95 frs pièce ont brusquement chuté entre 35 et 50 ; le viticulteur évite de planter et de remplacer ; son vin ne se vend pas ou se cède par nécessité à des prix qui ne permettent plus l'entretien permanent des plantations.

Il s'agit des préoccupations des petites et moyennes exploitations agricoles, soit les trois-cinquièmes de l'ensemble de l'agriculture française.

Les paysans, qui constituent 75 % des anciens combattants — peu d'affectés spéciaux chez eux — sont les plus touchés par la suppression de la retraite des A.C. qui donnait un appoint à leurs modestes ressources. Furieux, ils voteront de plus en plus à gauche. Il ont déjà commencé. Dans un village de ma connaissance, il y avait traditionnellement deux voix communistes ; 71 en mars dernier. Quand les gens n'ont plus

d'espérance d'un mieux-être ou simplement d'une parité de rémunération du travail avec l'ouvrier de la ville, ils essaient de forcer les portes de l'aventure.

Pour éviter de payer plusieurs milliers de francs d'assurances pour des vélomoteurs achetés à crédit — et dont beaucoup ne sont pas encore payés — on a ressorti de la grange le vieux vélo et l'on cherche à revendre l'engin motorisé. Pas de gaîté de cœur, bien entendu, mais le paysan — en général — est encore un citoyen qui a encore le souci de l'équilibre de son budget. En province, les gendarmes sont généralement peu patients pour les délits mineurs.

En 1924, la campagne traditionnellement modérée, lasse de sa misère, a provoqué le triomphe du Cartel des Gauches. En 1956, elle assura la majeure partie des suffrages d'un « homme nouveau », Poujade. Déçue, elle a cherché autre chose. A nouveau déçue, elle cherchera massivement encore autre chose. Or, le parti communiste est le seul qui prospecte la clientèle électorale rurale en promettant l'achat à cours fixe des denrées qu'il y ait abondance ou pénurie et l'harmonisation des prix agricoles et industriels. (1)

Cette année, les ensemencements de blé sont inférieurs à ceux de 1958. Ce n'est qu'une constatation officielle. Pourquoi ? Les gouvernements maintenant à un taux ridiculement bas la revalorisation du blé, sa culture est d'un si faible rapport que les agriculteurs préfèrent tenter le maïs ou autre chose. Cela ne signifie pas que la France manquera de blé, mais le cultivateur se désintéressera de plus en plus de l'élément n° 1 de l'alimentation du pays. (Notons que la revalorisation de l'acier est le double de celle du blé... Ce qui explique l'afflux des capitaux privés vers l'industrie alors qu'ils font défaut à l'agriculture).

Le bas prix (payé au producteur) de la viande a provoqué une raréfaction de l'élevage qui a failli amener la carte de viande en 1958. Cette leçon n'a pas servi pour le blé. Encore quelques années de cours arbitraires imposés à la production et la France dépendra de l'étranger pour son pain. Les multimillionnaires des minoteries ne connaissent pas les affres des cultivateurs. Ils continuent à bien se porter.

Pour quelle raison le mécontentement s'accroit-il dans l'agriculture ?

---

(1) « Le salaire horaire moyen du manœuvre en 1910 était de 33 centimes et à la même époque le kilo de pain se vendait au détail 40 centimes.

« Aujourd'hui le salaire horaire est passé à 200 francs et le pain à 60 francs.

« En sorte que le manœuvre qui avant 1914 ne pouvait acheter un kilo de pain avec la paie qu'il recevait pour une heure de travail, peut aujourd'hui, avec la même paye, en acheter plus de trois kilos. Tant mieux pour le manœuvre, mais tant pis pour le paysan. » (**La Gazette Agricole**).

Le gouvernement, impuissant à limiter les prix industriels, « pèse » sur les prix agricoles pour laisser une marge alimentaire « raisonnable » au peuple ; il refuse de tenir compte des prix de revient.

Prenons une région de rendement laitier moyen, le sud-ouest par exemple. Le lait est payé (en mars) 31 francs le litre au producteur (1). *Il y a six ans, on le lui payait 32 frs.* Le coût de la fabrication du yaourt valorise le litre de lait à 100 fr. La fabrication de boissons rafraîchissantes à base de lait écrémé (12 %) et de chocolat, fait ressortir le prix du lait à plus de 120 frs le litre. Spéculation sur le dos du producteur... et hauts bénéfices pour les industriels de transformation. Ouvrez un journal à la page de la cotation en Bourse. Regardez combien valent les actions des industriels du lait en conserve. Alors vous comprendrez qu'il vaut mieux être transformateur d'un produit que d'être producteur avec tous les risques que l'élevage comporte.

En France, il y a des trusts laitiers qui constituent un Etat dans l'Etat. Celui des « *Fermiers réunis* » n'est pas un des moindres. Il y a quelques années, on s'aperçut tout à fait incidemment, qu'un des caissiers avait détourné une quarantaine de millions et cela durait depuis longtemps. Le trust ne s'en porte pas plus mal. Un producteur ne s'en serait pas relevé.

Les agriculteurs commencent à trouver que trop de fortunes scandaleuses (conserveries, fabriques de pâtés, etc...) s'édifient sur leur dos, alors qu'ils tirent la langue au point de renoncer. Citons, en passant, l'époustouflante affaire des viandes de Poitiers : 450 millions de fraudes et 4.088 infractions relevées... dans la « boucherie-témoin » choisie par la Préfecture ! Les projets planistes qui prévoient *(officiellement)* que, de 5 millions de paysans *actifs* en 1958, leur nombre doit être réduit à 4,2 millions en 1965 et à 4 en 1970, sont en bonne voie de réalisation. Cela fera des chômeurs citadins de plus ou des aigris partisans des nationalisations.

Car les non-sens se multiplient. En 1958, quand l'avoine valait 20-21 francs le kg., les œufs se vendaient 120-130 fr. la douzaine (au prix de gros) ; avec l'avoine à 40-45 frs le kg., les œufs sont toujours à 130 frs la dz. L'année prochaine, le poulet risque fort de ne pas être l'apport espéré au rayon d'alimentation viande. Le cultivateur — c'est heureux — commence à réfléchir et à ne plus s'obstiner dans les activités déficitaires. Tant pis pour la stabilité agricole de la France, stabilité qui mettait les ventres français à l'abri de la dépendance de l'étranger.

(1) Pour la période d'été 1959, il est fixé à 29 fr. 80 le litre à la production.

Dans tous les domaines agricoles, la situation est truquée pour l'opinion. Chaque année, faute d'une organisation de centres de ramassages de légumes et de fruits, des milliers de tonnes se perdent quand une région tombe sous une organisation de « ramasseurs » imposant des prix ne payant pas la main-d'œuvre nécessaire. Or, les statistiques des douanes indiquent que, pour l'an dernier, la France a importé pour plus de 13 milliards de légumes pour n'en exporter que pour un peu plus de 5 milliards. Quant aux fruits, nous en avons acheté à l'étranger pour 29 milliards alors que nous ne lui en avons vendu que pour à peine le cinquième. Tout cela n'est peut-être pas un hasard car la pagaye intérieure favorise de fructueux « imports-exports »...

Jamais on ne s'aperçoit au moment opportun des conséquences de mesures brimant une corporation. La politique agricole a toujours été absente des plans d'avenir sérieux. Aujourd'hui, plus qu'hier. Or, comme l'a écrit un collaborateur de ce journal, l'individu pourra se passer de tout sauf de manger. Mais nous arrivons à la phase grave qui pousse le cultivateur à diriger ses enfants vers d'autres occupations que celles de la terre et vers le fonctionnariat en particulier. Les deux tiers des rengagés de l'armée sont des terriens voulant échapper à la médiocrité de la vie de leurs parents.

En 1959, le salaire du journalier agricole est de 944 frs 40 par jour. Avec les assurances sociales, les allocations familiales, l'assurance accidents, la somme à débourser par l'employeur est d'environ 1.200 frs. Reconnaissons que le gain est modeste pour un homme effectuant un travail dur et généralement pénible. *Dans l'état actuel des prix payés aux producteurs*, ces dépenses sont si lourdes que nous assistons à des débauchages sérieux ; des cultivateurs, petits ou moyens, préfèrent abandonner à la friche ou à la prairie, les champs qu'ils ne pourront cultiver eux-mêmes ou avec un seul ouvrier. Ils sont pourtant prêts à payer 1.500 frs le jour où la vente de leurs produits le leur permettra. Mais comment distribuer des salaires décents quand, en 1914, le quintal de blé valait 27 frs et le journal un sou, alors qu'aujourd'hui, le prix du journal est multiplié par 250 ce qui mettrait le blé à 6.750 frs, or il est inférieur à 4.000 frs ?

En ce moment circule un mot d'ordre quasi-clandestin : « paysans travaillez moins, en produisant moins, vos produits se revaloriseront ». On voudrait connaître l'origine de cette consigne malthusianiste souhaitant la hausse par raréfaction.

Les jours sombres de l'agriculture pourraient devenir des jours sombres nationaux. En 1924, c'est la colère rurale qui a provoqué le succès du Cartel des Gauches, ne l'oublions pas, avec ce qui s'ensuivit : la démission du président de la République.

Pierre NAVARRE.

LE DRAME PAYSAN

Puisque tu veux bien entendre ma faible voix, je te répéterai ce que je disais dernièrement à l'un de nos amis de la ville. J'écris pour tous ceux qui ont perdu le contact avec la terre nourricière.

Affligé d'un complexe d'infériorité que ne le quitte jamais — sauf quand il se fâche — *habitué à vivre dans le calme et le silence des champs,* en prise directe avec la création, *le paysan parle peu... ou pas.*

Il vit constamment inquiet, *dans l'incertitude angoissante du temps* selon les saisons *dont dépendent* les résultats *de sa récolte.*

— *Essaye de le comprendre et de vivre sa vie quelques minutes par la pensée, toi qui ne revois nos champs et le paysan que pendant tes vacances.*

— *Songe qu'à la veille même de la moisson ou des vendanges, au moment où il doit recueillir tout le fruit d'une année de travail, il suffit d'un* orage de grêle, *d'un temps* exagérément pluvieux, d'inondations, *pour que tous ses frais de main-d'œuvre, de semailles, de soins et de lutte contre les mauvaises herbes et parasites, engrais,* tout cela soit anéanti *parfois en quelques heures. Non seulement son salaire* n'est jamais garanti, *mais, c'est que de tous les travailleurs, c'est lui qui peine* le plus grand nombre d'heures *aux* tarifs les plus bas, *sans* vacances *et sans* congés payés.

Connais-tu un métier qui court autant de risques, si tu veux tenir compte qu'au cours de l'année s'ajoutent les dangers de gelées, *de* sécheresse, d'humidité excessive *et* d'épidémies de fièvre aphteuse *pour ses bestiaux ?*

Il espère... mais il ne sait rien de ce que lui réserve l'avenir et c'est pourquoi il te paraît « renfermé » et économe de ses paroles — alors qu'il vit intensément.

Et cependant, malgré les difficultés de chaque jour, il restera fidèle *à cette terre qu'il* respecte *et qu'il* aime passionnément, *jusqu'à la limite de ses dernières ressources ; s'il est jeune* ce sera l'exode, *s'il est vieux, il continuera dans la misère en attendant de* reposer *auprès de son* vieux clocher *où dorment* ses parents.

⁂

Le Monde rural est-il condamné ?

J'assistais le dimanche 12 *avril* 1959 *à l'*Assemblée Générale à Angers *de la* Fédération départementale *du Maine-et-Loire de la* Famille Rurale *qui avait pour mission principale de préparer le* grand Congrès National *qui se tiendra à Orléans les 23 et 24 mai où* sera posée l'angoissante question : Le Monde rural est-il condamné ? *Il est très important, disent et écrivent dans la presse agricole et régionale les* dirigeants de ce grand mouvement *que la* voix des Familles Rurales *se fassent entendre au* moment *où* notre Pays *se trouve à la* croisée des chemins. *Et ils avaient pris pour thème de travail* « la défense des intérêts de la Famille Rurale » *illustré à* l'échelon départemental *par M. Grégoire et à* l'échelon national *par M.* Louis Leroy, *membre du* Conseil Economique, *Président National du C.N.H.R. et Vice-Président national de la Famille Rurale, l'un des économistes les plus spécialisés du progrès technique en agriculture.*

Très écouté, il démontra aux nombreux paysans et paysannes présents (le Maine-et-Loire compte 10.711 *adhérents à la Famille Rurale et* 42.653 *exploitations agricoles en presque totalité moyennes ou petites) qu'il est de toute urgence — dans leur intérêt !!! — de supprimer toutes les petites exploitations agricoles qui, avec la concurrence du Marché Commun n'ont plus leur raison d'être. Elles ne sont plus compétitives, elles sont dépassées !!!*



D'après le plan du porte parole de ces économistes distingués qui, eux, envisagent l'avenir avec sérénité, en s'attribuant comme les députés des traitements largement, très largement en rapport avec le coût de la vie — on n'est jamais mieux servi que par soi-même — 800.000 paysans, *d'autres exigent* 1.500.000 doivent quitter la terre pour favoriser l'expansion industrielle. *C'est dans ce réservoir de travailleurs robustes et dociles qu'est la paysannerie qu'il convient de puiser pour les besoins de main-d'œuvre car l'industrie prime tout.* Les pays les plus industriels sont les plus riches, les autres les plus pauvres.

La misère actuelle, la crise que nous subissons et qui s'aggrave chaque jour, mettant en péril notre économie nationale repose sur ce déséquilibre « féroce » industriel de la France comparativement, par exemple, à l'expansion industrielle de l'Allemagne et des U.S.A.

Devant la misère qui attend les travailleurs de nos petites exploitations agricoles, puisqu'elles ne sont plus viables dans le monde moderne, il est de notre devoir (*les bons apôtres*) *d'améliorer le sort de ces paysans si malheureux à la campagne alors... qu'ils connaîtraient dans l'Industrie* toutes les joies des villes, *les* hauts salaires, *la* semaine de 40 heures *avec les* congés payés *et* tous les privilèges *et* avantages sociaux des travailleurs des villes *sur* ceux des champs !! *Il faudrait cependant, sur le terrain national, regrouper fermes et villages et décentraliser l'Industrie des villes tentaculaires comme Paris.*

⁂

C'est après cet exposé tragique écouté attentivement par une foule paysanne recueillie qui prenait conscience de ses prochaines obsèques *et de* son enterrement hors de son village — *sans qu'aucune protestation ne se manifestat — qu'en vieux payan authentique je demandai la parole.*

Certes la situation agricole est catastophique mais... lorsque la source du mal est connue, *il suffit* d'appliquer le remède *pour* obtenir la guérison. *Ce serait trop simple pour un technocrate...*

Car l'érudit économiste et brillant orateur de la technocratie industrielle sait parfaitement bien *qu'à* l'Académie *d'Agriculture* il a été démontré avec toutes preuves à l'appui *par nos plus* illustres et compétents académiciens et agriculteurs *que devant les bas prix et charges imposés*, seule l'exploitation agricole familiale pourra résister. *La moyenne et grosse culture semi-industrielle et industrielle*, malgré son matériel et tous les progrès techniques, aura disparu *alors que l'exploitation familiale*, tant bien que mal, *en se serrant la ceinture*, pourra « tenir le coup ».

La faillite *de la* moyenne *et* grosse culture *serait* déjà consommée *si le* Crédit Agricole réclamait dans l'immédiat toutes les dettes contractées par les agriculteurs de Progrès *qui devraient être la gloire de notre France réelle dans le notre travail qu'ils accomplissent avec tant d'amour... malgré tant d'incompréhension et de déception.*

⁂

Monsieur Leroy, lui dis-je, je ne suis pas d'accord, mais pas du tout d'accord avec vos conclusions. Si le paysan qui aime sa terre l'abandonne malgré lui, la rage au cœur, c'est

parce qu'il n'est plus payé de son travail. Il vend à moitié prix achète au double et il réclame justice. *Ce qui veut dire* à travail égal, salaire égal, et l'exode cessera.

Au lieu de créer volontairement *des crises agricoles économiques avec des prix de misère* imposés par les technocrates du Gouvernement, *on ferait ainsi* l'économie de ces crises, *et nous serions tous par ce beau dimanche à respirer le bon air de nos villages et de nos champs au lieu d'être enfermés dans une grande salle en ville et réunis en Assemblée générale.*

Deux exemples vous prouveront — parmi tant d'autres — le déséquilibre dont nous sommes victimes. Je ne critique pas le traitement quotidien du député ni le cours du papier et des journaux, je constate en faisant deux comparaisons. En 1913, *le quintal de blé valait* 27 *f. et le député touchait chaque jour* 25 *fr. Nous pouvions le régler avec* 100 *kg. de blé. Aujourd'hui, il touche quotidiennement, qu'il chôme ou non, plus de* 12.000 *fr. alors que le blé est payé* 3.000 *fr. Il nous faut donc livrer* 400 *kg. de blé ou alors le blé devrait valoir* 12.000 *fr.*

Un autre exemple, choisi dans le domaine industriel où le progrès d'automation tient du prodige, la fabrication du papier et l'imprimerie des journaux.

Or, en 1913, *le journal coûtait un sou, aujourd'hui,* 500 *sous. Le blé qui valait* 27 *fr. les* 100 *kg. devrait donc être côté* 27 x 500 = 13.500 *fr.*

AUTRE POINT CAPITAL : *Vous avez parlé des besoins de main-d'œuvre pour l'Industrie. Or, il y a quelques mois, je voyageais avec* 3 *gros industriels qui rentraient d'Amérique et qui venaient assister à un Congrès dans l'Ouest de la France. Ils employaient de* 8 *à* 15.000 *ouvriers chacun. Or, au cours de notre entretien, ils m'avouèrent avoir vu en Amérique — ce qui avait été le but de lointain déplacement* — des machines-outils terminées prêtes à fonctionner et dont les industriels américains n'osaient se servir. *Cette technocratie qui conduira fatalement à l'automation supprimerait* 80 % *de la main-d'œuvre et créerait un dangereux chômage déjà alarmant.* Que ferez-vous alors des ouvriers supprimés, des paysans qui vous aurez déplacés et de cette jeunesse qui demain augmentera considérablement encore le nombre des travailleurs ?

Voilà la cause du drame : le paysan est l'esclave taillable et corvéable à merci du capitalisme industriel.

Quant au Marché Commun, tel qu'il est conçu, c'est la ruine de l'Agriculture Française puisqu'au départ elle est handicapée par des achats d'un prix plus élevé que celui des autres pays et ses ventes à un plus bas, compliqués de charges et taxes écrasantes.

Et je rappelais qu'en 1885, la France avait connu un Marché Commun que les paysans appellaient Zolveren : les produits français, alors, se trouvaient dans la même situation d'inégalité que depuis le 1er janvier 1959, avec la mise en route du Marché Commun. La famille rurale connut, alors, une telle misère que l'hectare de terre était tombé à 5 fr. l'hectare. Devant les murmures de l'assemblée, j'invitais tous les membres de la Presse présents à venir me rendre visite afin de leur fournir les preuves de ce que j'avançais avec les imprimés de l'époque. J'étais bien jeune alors et même dix ans après les vieux paysans me disaient : « plus tard, quand tu seras vieux, ton devoir sera, si pareils faits venaient à se renouveler, d'écrire et de dire dans les réunions agricoles le drame que nous avons vécu ». C'est ce que je fais aujourd'hui. Nous nous sommes sauvés, me disaient-ils, grâce à nos dirigeants agricoles qui, lors des élections législatives de 1885, exigèrent des candidats députés la protection douanière pour rétablir l'égalité. Et ils votèrent contre tous ceux qui refusèrent. Ils eurent 210 élus mais, comme en 1956, les financiers et leurs politiciens corrompus invalidèrent 70 députés paysans qui, ainsi réduits, ne pouvaient plus agir efficacement. Mais l'avertissement avait servi.

Je fus interrompu maintes fois par le Président. C'est à ce moment que je dus interrompre mon exposé.

La personnalité agricole du Technocrate Louis Leroy pourrait être définie par les lignes ci-dessous qui sont à son image — et seront ma conclusion. *Elles sont de J. Romain :*

« *Il existe un art subtil,* inattaquable, difficile à prendre sur le fait, *qui se définit non par une altération proprement dite, mais* par un filtrage de la vérité.

« *On n'y introduit pas de mensonges positifs,* qui pourraient être dénoncés, *dont un adversaire pourrait faire la preuve que ce sont des mensonges.*

« *On ne laisse passer que* les fragments de vérité qui servent votre thèse ou vos intérêts.

« *Il en résulte un arrangement de* vérités partielles, dont l'effet d'ensemble finit par équivaloir à UN GROS MENSONGE POSITIF. *Les virtuoses de cet art subtil* savent en général très bien ce qu'ils font. *Mais il en est parmi eux quelques-uns dont l'habilité s'exerce à la façon d'une demi-conscience, avec l'arrière pensée que,* si les moyens sont douteux, *les intentions sont* pures.

« *Il y en a même qui opèrent en toute sincérité.*

« *Leur volonté n'est pas mauvaise ; ils ne cherchent pas à nous tromper et ne cherchent pas non plus à se donner le change.* Mais ils ont naturellement l'esprit faux.

« *Ils voient spontanément* les choses de travers. *Et ils ont* une tendance naturelle *à s'entourer de gens qui,* eux aussi, *ont* l'esprit faux *et voient* les choses de travers.

« *Si vous voulez, ils confondent le vrai et le faux comme certains malades, les daltoniens, qui confondent* le vert *et* le rouge. » *Ces lignes, si mes souvenirs sont exacts, datent de l'époque des représentations de « Donogoo » au théâtre Rotschild à Paris.*

Raoul LEMAIRE,

Sélectionneur et Professeur d'Agriculture, Angers.

NOTA : *Parmi les suggestions de M. Leroy,* utiles à retenir afin de les réaliser pratiquement, *et à mettre à son actif, je citerai :*

1° *L'action pour la défense rurale par tous les conseils municipaux des villages de France ;* 2° *Qu'enfants et vieillards ne soient pas considérés comme indésirables dans ce monde en évolution technique ;* 3° *Que nos communes conservent leur caractère familial et que les paysans obtiennent les moyens de se procurer le matériel nécessaire à leurs travaux et effectuer les réparations de leurs bâtiments en ruine afin que la population agricole reste à l'échelle humaine ;* 4° *L'exode rural étant qualitatif — ce sont surtout les meilleurs, les plus intelligents et les jeunes et adultes qui partent — les retenir à la terre. Mais comment ?...* 5° *Lutte contre ces véritables cages à lapins que sont ces grandes casernes dont on entoure toutes les villes pour le logement des familles ouvrières venant des campagnes. Nous préconisons la maison individuelle avec jardin afin que le campagnard déplacé ne perde pas contact avec la terre.*

Mais pourquoi, M. Leroy, autant de vérités partielles aboutissent-elles au gros mensonge positif et démontré dans le Drame Paysan et qui masquent la véritable solution pratique du problème agricole ?

R. L.

Philippe PRADES

UN CRIME DE PAUVRE

Il était né à la campagne, au milieu de gens qui parlent peu (ils n'ont pas le temps, ils ont trop de travail). Il parlait donc peu et très mal.

Un jour, lorsqu'il était enfant, ses parents, las de s'abrutir sur les champs des autres pour un salaire qui leur permettait tout juste de s'abrutir encore un peu davantage dans l'alcool, sont venus à Paris. Et lui est venu avec eux. A l'école, parce qu'il parlait peu et très mal, on l'a cru bête. Et d'ailleurs, peut-être l'était-il. En tout cas, premier crime irrémissible, il n'a jamais pu passer son certificat d'études. De plus en plus ahuri par ce désert de pierre qu'est la banlieue, et où, sans le savoir, il ne se reconnaissait jamais, il a traîné, puis s'est engagé comme manœuvre. Mais comme il n'était ni fort ni joyeux, ses camarades le laissaient un peu à l'écart. En outre, le bâtiment n'allait pas, et l'hiver il chômait souvent. Enfin, la municipalité communiste lui ouvrit ses grands bras secourables (on aime bien ces crétins taciturnes dans les municipalités communistes), et lorsqu'il en eût fini de ces embrassements, il était balayeur des rues. Il avait donc une situation régulière.

Alors, pour célébrer l'événement, il prit femme. Bien sûr, elle n'était pas belle et avait toujours une bouteille de vin sur la table. Mais il n'y fit pas attention. Sur la beauté, on ne peut pas se montrer regardant, lorsqu'on balaie les rues et qu'on parle peu et mal. Quant à la bouteille, ses parents buvaient déjà trop, elle ne l'étonna donc pas. Et puis, le vin aidant, au cœur de certaines nuits, il connaissait comme une rémission, lorsqu'il se délivrait au plus profond de cette femme.

Ils habitaient, près d'un terrain vague, une cahute où il n'y avait pas l'eau. Y en eût-il eu, d'ailleurs, que cela n'eût rien changé. Il ne s'était jamais beaucoup lavé, et elle moins encore. Et puis, enfin, quand on se met avec une femme, c'est bien pour avoir des enfants. Il n'avait qu'à regarder autour de lui, lorsqu'il poussait de son balai les ordures du ruisseau, tous ceux qu'il avait fini par connaître, au moins de nom, dans sa banlieue, en avaient, des enfants. Un ou

plusieurs, et parfois jusqu'à dix. Aucun doute, les autres n'étaient pas plus malins que lui, sur ce chapitre en tout cas. Lui, il en eut deux. La première, c'était une fille. Quand une voisine secourable, venue pour aider l'accouchée, la lui présenta, il éprouva comme une grande fierté, pour la première fois de sa vie. Il s'était senti moins petit. Le deuxième fut un garçon. Et justement, un garçon c'est ce qu'il voulait. Rien à regretter, par conséquent.

Mais les enfants, ça coûte, et la femme qui avait toujours une bouteille sur la table ne savait pas travailler. Elle travaillait donc peu et mal. Elle n'était jamais contente et se mettait de plus en plus souvent en colère, même le samedi quand il rapportait sa paye. Et un jour, en revenant chez lui, il ne la trouva plus. Elle était partie avec la bouteille et l'argent de la semaine. Elle était partie si vite qu'elle avait laissé les enfants. Elle avait même oublié de donner du lait au plus petit (l'aînée, elle, quand il était arrivé, tapait contre la porte fermée de toutes ses forces et s'était jetée sur lui en criant). Une semaine durant, il essaya de remplacer la femme auprès d'eux, mais il n'y parvint guère ; ce n'était pas un travail pour lui.

Alors, portant l'un et traînant l'autre, on le vit aller et venir pendant deux jours d'un bout à l'autre de son désert de pierre. A tous ceux qu'il connaissait, il expliqua qu'il ne pouvait pas soigner ses deux enfants. Mais comme il parlait peu et mal, il ne sut se faire comprendre de personne.

Au soir du deuxième jour, il revint chez lui. La femme, outre les deux enfants, avait laissé derrière elle un tube de gardénal, que le pharmacien lui avait vendu parce qu'elle se plaignait d'insomnies. Il fit chauffer du lait, et le donna au plus petit, après y avoir versé la moitié du tube environ. Puis, pour qu'elle ne voie rien, il serra sa fille contre lui très fort, et la tua d'un coup de couteau.

« Crimes monstrueux, inexplicables », ont dit les journalistes.

Parce qu'il parlait peu et mal, le jury ne l'a pas condamné à mort. Il arrive que la justice aime les crétins taciturnes, peut-être parce qu'ils ont le don de rendre leurs avocats inépuisablement intelligents et diserts. C'est pourquoi il n'eut que vingt ans de travaux forcés. Pendant sept mille trois cent jours, il taillera des chaussons en litière, à moins que, désireux d'utiliser les compétences, le directeur de la prison ne lui fasse balayer son bâtiment du haut jusqu'en bas, une fois par vingt-quatre heures.

Il sortira de sa prison un jour, peut-être même avant l'aube du sept mille trois centième, puisqu'il y a des amnisties en notre siècle d'humanisme et de douceur.

Mais cette fois, sans doute, ne parlera-t-il plus du tout.

PHILIPPE PRADES.

Les notes du mois de l'huissier sans chaîne

La traduction en francs lourds : *Le Petit Crapouillot* publie : Comment on devient milliardaire *ou M. Bleustein et le Franc-Lourd : On lit dans* « France-Observateur ». «*Un certain nombre d'établissements de commerce ont décidé, d'ores et déjà, de chiffrer leurs prix en « francs lourds », espérant ainsi attirer plus facilement la clientèle. Tel est le cas, par exemple du « Drug-store », installé aux Champs-Elysées par les soins du groupe* Publicis-Régie-Presse.

« *Sur les luxueux menus de cet établissement, de nouveaux prix ont été collés sur les anciens. Mais si on a la curiosité de les décoller, on s'aperçoit que la direction n'a pas seulement opéré une division par cent, mais aussi une multiplication. C'est ainsi que le « saucisson brioché », qui valait* 250 *francs, est maintenant «coté »* 3 *fr.* 50 *; le « cheeseburger »,* 4 *francs au lieu de* 250 *francs ; la pizetta napolitaine,* 3 *francs au lieu de* 200 *francs ; les œufs brouillés, également* 3 *francs au lieu de* 200.

« *De même pour les boissons : le « bloody mary » passe de* 250 *fr. à* 3 *fr.* 50, *tout comme le « club cocktail », tandis que le « scotch-lady » est porté à* 4 *fr.* 50 *au lieu de* 300 *francs.*

« Le franc de Gaulle-Pinay a permis ainsi au restaurant Publicis d'augmenter ses prix de 30 % et plus « sans que le client s'en aperçoive. »

C'est à peu près ce que D.O. avait prévu lors de la création du « franc lourd » au début de l'année ! Un recul pour une marche vers d'autres « zéros » ?

⁂

L'argument des manieurs de pompes à phynances :

« Pour Pâques, 60.000 autos de plus que l'an dernier sur les routes et chiffre-record des trains spéciaux le premier jour : 227 ! Et l'on va nous dire que les impôts engendrent une gêne généralisée ? »

Reconnaissons que la réponse à cet inspecteur des Finances n'est pas aisée !

⁂

La dotation de la Présidence de la République était de 80 millions par an. Pour la présidence de Gaulle, elle est de 108 millions.

⁂

Les membres du comité constitutionnel touchent 750.000 francs par mois. En plus de leur retraite pour les anciens parlementaires. A quel titre M. J. Pompidou, des affaires Rothschild, figure-t-il dans ce comité ?

⁂

Au moment le plus crucial de l'Histoire de France, Pétain, tout en payant un tribut de guerre de 500 millions de francs par jour à l'occupant, n'a non seulement pas touché à la retraite des A.C., mais il a créé la retraite des vieux, cette « promesse des autres ».

A propos, on n'a plus entendu parler des banques et des personnalités politiques » ayant réalisé un petit bénéfice d'une quinzaine de milliards lors de la dévaluation !

⁂

La mobilisation de la RTF au service de la Vᵉ et du gaullisme a atteint un but, certain surtout depuis l'apparition de l'inaudible Maurice Clavel : l'auditeur prend les informations à un poste étranger et a découvert un commentateur de valeur à Radio-Tanger.

Trop, c'est trop, dit-on en matière de propagande.

⁂

M. Pierre Guillaumat, ministre des Armées et fils d'un général, n'a pas une très bonne cote dans l'armée ; surtout en Algérie. Cet ancien polytechnicien est un homme d'affaires redoutable. Ce technocrate n'a pas su captiver les officiers combattant le FLN. D'où un malaise dans l'armée qui, loin de s'apaiser, croît en profondeur.

Le général Massu devait être muté en A.O.F. ou à Madagascar. On a redouté que ce déplacement ne provoque une « nouvelle vague algérienne ». Les déclarations de Mme Massu, concernant la presse défaitiste de Paris, ont été mal accueillies dans les milieux officiels. M. Guillaumat, haut dignitaire maçonnique, pencherait plutôt vers le front démocratique de son ami M. Francis Perrin. D'où une situation plus confuse qu'on ne le pense généralement... qui durera tant que la guerre d'Algérie ne sera pas terminée. Ce qui explique peut-être que, d'un côté on souhaite une liquidation rapide quelles que fussent les conséquences, tandis que, de l'autre, on ne se presse pas pour tenir un « contre-poids à Paris ».

⁂

Cynisme, chose entendue : la fin de la guerre en Algérie pour tout de suite ? Vous voulez donc compter 200.000 chômeurs de plus en France ?

Le chômage n'est tout de même pas aussi mortel que la guerre !

⁂

On remarque peu certains indices. Par exemple, une délégation de sportifs et de sportives américaines en URSS. Puis une exposition générale, à Moscou, de plus de 600 périodiques américains, cette presse « odieusement capitaliste ». Puis, l'autorisation donnée à 30 journalistes U.S. de se rendre à Pékin, cette Chine communiste cauchemar (officiel) du State Department, **et l'acceptation par Washington, d'entrée aux U.S.A. de journalistes communistes chinois... Entre vingt autres petits faits qui passent inaperçus. Des événements se préparent. Un Couve de Murville, au décevant passage aux Affaires Etrangères comme secrétaire général, ne paraît pas à la hauteur d'une tâche trop lourde pour lui.**

⁂

Le projet de congrès œcumétique de Jean 23 recélait le but, non avoué, d'attirer les hauts dignitaires de l'église orthodoxe russe ainsi que ceux des pays sous idéologie communiste. A ce premier désir de « rapprochement » a succédé une brusque interdiction de toute collaboration entre « catholiques et communistes ».

Intervention américaine, dit-on. Est-ce certain ?



Au Tibet, révèle **Le Charivari**, les communistes chinois ont voulu nettoyer le pays des lamaseries fortement noyautées par l'Intelligence Service ayant, depuis longtemps, utilisé ces ramifications confessionnelles pour régner occultement sur 500 millions de bouddhistes. Le Tibet était l'épine dans le talon d'Achille communiste. La reconnaissance **de facto** du gouvernement de Pékin, par la Grande-Bretagne misant sur les deux tableaux, n'a pas fait illusion à Mao. Les communistes sont des réalistes.



L'affaire de Berlin, comme l'a écrit dans D.O. de février dernier et le premier de toute la presse, Pierre Fontaine, se révèle bien la « couverture » diplomatique de l'opération stratégico-pétrolière menée par l'URSS au Moyen-Orient. Avec deux mois de retard, les leaders internationaux l'admettent. Washington cèdera surtout si Moscou lui garantit une certaine part du gâteau pétrolier... même sur le dos de Londres et de Paris. Tel apparaît le véritable sens de la lutte diplomatique engagée par le Kremlin. On parle à nouveau d'un éventuel partage du monde en deux zones d'influences axés sur Washington et sur Moscou M. Mikoyan a effectué un excellent travail lors de son voyage aux Etats-Unis ; entre Israélites on s'est compris (pour l'immédiat).



C'est le moment de rappeler le texte de Manlulsky, qu'exhume **Lectures Françaises** et qui date de 1930 :

« La guerre est inévitable. Aujourd'hui, bien sûr, nous ne sommes pas assez forts **pour attaquer**. Votre temps viendra dans vingt ou **trente ans**. Pour gagner, nous aurons besoin de **l'élément de surprise**. Nous endormirons la bourgeoisie et nous lancerons le plus spectaculaire mouvement de paix. Il y aura des couvertures électrisantes. Les pays capitalistes — stupides et décadents — **se réjouiront de coopérer à leur propre destruction**. Ils bondiront sur l'occasion de se faire de nous des amis. **Quand leur vigilance se relâchera, nous les écraserons en attaquant les premiers.**

La force de l'URSS est sa constance politique. D'où la nécessité d'annihiler la seule opposition valable : les Etats-Unis. Le temps pour la réussite ne compte pas à Moscou. Autre force. Le Kremlin monte une machine à l'échelle mondiale pour gagner à coup sûr.

⁂

On sait peu qu'au Vatican existe une branche « magie », c'est-à-dire pouvoirs supra-normaux déclenchés par ondes encores inconnues des scientifiques. Les miracles de Jésus sont de la magie prise dans son sens général. Les prêtres exorciseurs appartiennent à cette branche. Quoi qu'en pensent les « esprits forts », ces manifestations ne relèvent pas de la pure imagination. Ce domaine n'est tenu secret que dans la crainte de voir des humains malveillants s'en servir pour des desseins maléfiques.

Au Vatican, la fuite du dalaï lama a provoqué une certaine émotion, car il sait que le Tibet secret peut animer des forces occultes capables de bouleverser le monde. Or, les détenteurs de ces secrets sont en exil. Chercheront-ils à se venger ?

***

Le Vatican s'est intéressé de très près aux travaux de grands savants talmudistes qui se sont réunis au Canada pour confronter les travaux de dix siècles d'érudits juifs sur les pouvoirs magiques qui mènent le monde. L'histoire de Cordoba. D'après eux, la dernière décade est en cours. Elle aurait débuté en 1958, verrait la suprématie de courte durée de l'URSS, pour se terminer en 1968 par la grande bataille, prévue dans la Bible, à Harmaguédon (Mégido).

Il est curieux de rapprocher de ces pronostics que les astrologues de l'antiquité, qui ont inscrit le destin du monde dans la grande pyramide, ne sont pas allés au-delà de l'an 2.000, exactement comme les prophéties de Daniel. Les adventistes sont du même avis.

La science de l'homme détruisant l'humanité... Dieu avait interdit à l'homme de toucher à l'arbre de la science... Les croyants en penseront ce qu'ils voudront.

***

Dans Fraternité Française, **cette nouvelle que les journaux se sont bien gardé de reproduire :**

« Pas de fleurs... Pas de délégations d'Anciens Combattants, pas de croix de guerre sur mon cercueil, ce sont mes dernières volontés ! »

Tel est le testament d'un ancien de Verdun, rescapé de l'enfer de Vaux et de Douaumont, qui vient de se tuer, désespéré, d'une balle de fusil en pleine bouche, serrant entre ses doigts crispés, sa médaille militaire et sa croix de guerre...

« Ce n'est pas pour les 14.000 francs par an, mais la retraite du combattant, c'était un honneur, la preuve que nous en étions de la grande guerre.

« Puisque l'on nous prend pour des mendiants, il n'y a plus qu'à nous supprimer. »

Voilà ce que François Lieubray, ancien de Verdun et des Dardanelles, ne se lassait plus de répéter, à sa femme et à ses amis de La Ferté-Samson...

Cette pensée le hantait et, pour s'en délivrer, il ne trouva plus que cette ultime issue : la mort...

Sans doute a-t-il eu tort d'abandonner le combat, et d'ainsi laisser la place aux misérables, responsables de ce scandale, d'aucuns peut-être lui jetteront-ils la pierre ? Mais il faut bien comprendre que cette humiliation enfiévrait son esprit, il n'était plus que l'ombre de lui-même...

Mais combien d'Anciens Combattants qui, sans avoir ressenti aussi fortement ce nouveau coup du sort, n'en remâchent pas moins leur amertume et le mépris dans lequel les maintient un Etat indigne ?

Messieurs du Gouvernement, vous avez désormais du sang sur les mains, le sang d'un Combattant...

Paris a parachevé ce que n'avait pu Verdun...

Louis GUITARD.

Petits Maîtres de la Troisième République

Nous donnons ci-dessous quelques extraits du charmant livre de M. Louis Guitard, la Petite histoire de la Troisième République, *à paraître prochainement aux Editions des sept Couleurs.*

La politique a ses maîtres: ce sont les grands hommes d'Etat, doués de toutes les qualités d'intelligence et de caractère requises pour gouverner et qui se croient justement faits pour gouverner les peuples.

Elle a aussi ses petits maîtres: ce sont les hommes d'Etat de second plan, doués, en général, d'un esprit brillant, plus généralement encore de compétence, quelquefois de caractère et, plus rarement, d'autorité ; que la politique a attirés parce qu'elle est un art ; qui ont déployé à son service beaucoup de talent ; qui, par leur finesse, leur adresse ou leur aptitude à comprendre et à juger, ont occupé de hautes fonctions, sans devenir, toutefois, des chefs qui font ou qui marquent les grands événements de leur temps.

Que leur a-t-il manqué ?

L'événement, d'abord, ne les a pas toujours servis. Mais ils ont eux-mêmes manqué, sinon de foi, du moins de force. Ils ont eu beaucoup de charme et pas assez de poids. Ils préféraient la culture à l'action. Trop intelligents pour ne pas voir les faiblesses du régime, dans lequel ils évoluaient, et pour ne pas le juger sévèrement, ils ne se prenaient pas tout-à-fait au sérieux. La politique les amusait plus qu'elle ne les passionnait. Elle leur a permis de briller ; mais

ils n'ont pas voulu s'imposer à une République qui n'a pas su les utiliser, qui a découragé ceux mêmes dont la maîtrise incontestée aurait pu rendre à la France un peu de son ancien lustre.

Anatole de Monzie félicitait André Tardieu d'avoir su « administrer sa carrière ». « Jouvenel fait de la politique a rebrousse poil », a dit Tardieu, lequel brosse volontiers son haut de forme et son talent dans le sens exact de la soie... Ce compliment cachait un reproche, de l'envie, du mépris. Un reproche — car Monzie aimait Tardieu et Tardieu n'avait pas le temps d'aimer Monzie. De l'envie — car Monzie aurait voulu, comme Tardieu, occuper les premières places, pour lesquelles il ne pouvait pas ne pas se sentir d'aptitudes. Du mépris — car Monzie n'aurait pas sacrifié à « la bonne administration de sa carrière » les joies de la vie. Tardieu fut un maître. Monzie, un petit maître — un grand petit maître, si l'on veut.

Léon Bérard, Joseph Paul Boncour, Maurice Colrat, Henry de Jouvenel, Henry Lémery, Anatole de Monzie, André Tardieu prirent leur départ ensemble. Joyeuse et prometteuse pléiade. Tardieu lâcha vite ses camarades: il se suffisait à soi-même. Paul-Boncour aussi, dans une moindre mesure. Ils sont tous deux devenus président du Conseil. Les autres — à part quelques percées de Monzie —, sans rien sacrifier d'une indépendance chérie par dessus tout, furent les très brillants seconds de maîtres qui, souvent, sur plus d'un point, ne les valaient pas : Poincarré, Clémenceau, Herriot, Briand, Doumergue... Mais, sauf Monzie, qui fut le collaborateur de Paul-Boncour, ils n'ont été les ministres ni de Paul-Boncour, ni de Tardieu.

Les sept camarades de la pléiade, qui avaient en commun l'intelligence, le talent, la culture, le goût du pouvoir, le mépris des hommes, l'audace, le cynisme quelquefois et ce qu'Eugénie d'Ors appelait « la supériorité des manières », étaient encore de remarquables orateurs et écrivains.

Monzie et Tardieu ont laissé une œuvre abondante et, longtemps avant d'élire Edouard Herriot, l'Académie française rêvait de s'adjoindre Tardieu. Paul-Boncour nous a donné d'intéressants souvenirs. Les autres se sont servis volontiers de leur voix ; cela ne leur coûtait guère qu'un travail de réflexion. De leur plume aussi, quand il s'agissait de rédiger de courts articles. Un livre exige de plus grands efforts de conception et de réalisation. Jouvenel a signé

quatre volumes et, ayant écrit une biographie de Lamartine, il perdit son manuscrit. Lémery a écrit une histoire de la révolution française à la Martinique, qui a été couronnée par l'Institut. Mais Léon Bérard, admis en 1935 aux honneurs du quai Conti, n'a publié jusqu'ici qu'un recueil de discours, un plaidoyer pour l'Humanisme et son remerciement à l'Académie. Quand on songe que ni Colrat, ni Lémery, ni Léon Bérard n'ont écrit leurs mémoires, on enrage. Pour Lémery, pour Bérard, on peut encore espérer: les amateurs de grande et de petite histoire les pressent d'entreprendre une tâche pour laquelle ils sont merveilleusement armés.

Pour Colrat, il est trop tard. Il a collaboré à de nombreux journaux. Il est même allé jusqu'à signer un contrat avec un éditeur. Dans une collection dirigée par André Billy. Edouard Herriot expliquait *pourquoi je suis radical-socialiste,* Lucien Dubech *Pourquoi je suis royaliste,* Henry de Jouvenel *Pourquoi je suis syndicaliste.* Maurice Colrat devait écrire *Pourquoi je suis centre-gauche.* Je doute qu'il se soit jamais mis à l'ouvrage. Il fut un auteur mort-né. Cent pages imprimées, c'était trop. Il avait beaucoup lu, beaucoup vu, beaucoup entendu. Mais la contrainte le rebutait. Du moins, racantait-il avec une verve éblouissante et intarissable les anecdotes qu'il avait collectionnées au cours de sa longue vie. Ce sont ces anecdotes que je me propose de rapporter, moins bien, certes, qu'il ne l'eût fait lui-même, mais avec un grand respect pour sa mémoire.

« Nous avons toujours fait figure d'amateurs », disait-il, sur la fin, à Henry Lémery. Lui surtout, sans doute.

Cela ne doit pas le diminuer à nos yeux. Il serait injuste que Maurice Colrat disparût tout-à-fait de notre souvenir, éclipsé par Poincaré et par Briand. Les petits maîtres ajoutent à la gloire et au charme de leur époque. Ils l'enjolivent. Quelquefois ils la rachètent.

Portrait d'Henry de Jouvenel.

Grand, beau, élégant, un peu solennel, très « baron », Henry de Jouvenel est aussi attaché à sa petite noblesse que lui, Colrat, se soucie peu du marquisat de Montrosier. Jouvenel prétend descendre des Juvénal des Ursins — mais Colrat n'en croit rien. L'arrière-grand-père de son camarade était géomètre à Brives, à une époque où l'établissement du cadastre conférait un grand prestige aux géomètres. Son grand-père a été député sous l'Empire, son père préfet

de Napoléon III. Etonnant personnage le père Jouvenel a épousé une cousine de Casimir Périer non moins étonnante. Il n'est pas le père de sa fille. Il a intenté une action en désaveu de paternité. Poincaré, choisi comme avocat par l'une des parties, a proposé son dossier à son collaborateur Colrat. Colrat l'a refusé, parce qu'il connaît trop bien Henry de Jouvenel et ses parents. Mais, après quelque temps, il a demandé à Poincaré des nouvelles de l'affaire. « Elle est arrangée. » — « Arrangée ?... Mais ces sortes d'affaires ne s'arrangent pas ! » — « Mon cher ami, répond Poincaré, vous ne connaissez pas la famille Jouvenel aussi bien que vous me l'avez dit. M. de Jouvenel a demandé une très forte somme et il l'a obtenue. »

Ainsi, la charmante Edith de Jouvenel a-t-elle gardé le nom du mari de sa mère. Ces aventures heurtent les principes de Colrat, mais le pittoresque l'amuse toujours. Ce baron de Jouvenel, qui partage son temps entre sa baronnie limousine et son appartement du faubourg Saint-Honoré, entre son cercle de la rue Royale et ses innombrables maîtresses ; cette baronne de Jouvenel, qui trompe assiduement son mari, fume le cigare et déguste sans sourciller digestifs sur digestifs, ne peuvent lui être antipathiques pour ces seules raisons. Rendant, un jour, visite à la baronne, il la trouve alitée, avec, auprès d'elle, une table couverte de friandises et de bouteilles de champagne. « Voyez, lui dit-elle: on me laisse manquer de tout ! » Et elle ajoute: « Je ne sais pas ce que j'ai. Hier, j'ai dîné au Café de Paris. Je n'ai fait aucun excès. Je n'ai fumé que deux cigares et j'ai bu seulement quatre verres de cognac : ce ne sont pas précisément des abus. Aujoud'hui, je ne suis pas bien. »

Ménages et faux ménages.

Avant que les nations ne se déchirent, les ménages, vrais ou faux, se désunissent.

Dans les coulisses de l'Opéra, André Tardieu avait rencontré une jeune danseuse, Louise Mante. Il l'avait enlevée à un haut magistrat de la Cour de Cassation. Liaison et rupture ont été tumultueuses. Louise Mante est devenue folle Elle a été bien des fois remplacée — par la princesse d'Isembourg, notamment, maîtresse, auparavant, du marquis de Mun et, auparavant encore, du prince Orlof.

Mme de Monzie, qui n'a pas la vocation du sacrifice et encore moins du martyre, a planté là son éruptif et foisonnant époux. Elle a jugé bon de mettre un océan entre elle et lui.

Henry de Jouvenel se meut à l'aise dans le roman-feuilleton. Il est rédacteur en chef du *Matin*. Il a quitté sa femme parce qu'elle recevait trop de monde, et n'importe qui, à sa table. « Vous voyez cette femme ? lui dira, un jour, Colrat, place du Trocadéro, au moment où un taxi passe près d'eux. C'est la plus em... de Paris. » — « Vous vous trompez, lui répondra Jouvenel. La femme la plus em... de Paris, c'est Mme Boas de Jouvenel. »

Du lit conjugal, il est passé dans celui de la princesse Isa — la belle, la blonde Isabelle de Comminges, qui a l'allure d'une souveraine et qui monte si bien à cheval. En 1913, après un duel malheureux, à la Grande Roue, avec Pierre Mortier, directeur du *Gil Blas*, il abandonne Isa pour Colette.

Isa s'est confiée à Lémery. Elle est allée chez Colette avec l'intention de la tuer. Colette a prestement quitté son rez-de-chaussée par la fenêtre. Lémery invite Isa à dîner ; elle le quitte à la porte d'une fumerie d'opium. Quelques jours plus tard, elle revient. « Cà y est ! dit-elle, soulagée et contente. J'ai couché avec l'amant de Colette ! » Elle va partir pour l'Egypte avec lui. Puis elle deviendra, au Maroc, la maîtresse d'un légionnaire.

Paul Deschanel.

Paul Deschanel est un homme du centre, élégant et disert, membre de l'Académie française. On s'incline devant Clémenceau. Paul Deschanel plaît : il est né pour être président de la République. Paul Deschanel est élu.

Peu après, se promenant au Bois de Boulogne, Colrat croit l'apercevoir ; mais il doute de ses propres yeux. Il presse le pas. L'homme se retourne : c'est bien Deschanel, le président de la République en personne, seul, la canne à la main. « Ah ! c'est vous, Colrat ?... Venez ici. Je leur ai échappé... » — « Mais... à qui ?... » — « A mes gardiens. Vous ne savez pas ce que c'est qu'un président de la République : on est emmuré. Mais j'ai fait faire une clé à une petite porte — et je leur ai échappé. Et ce n'est pas la première fois : c'est la seconde. »

Après un moment, Colrat, de plus en plus étonné et inquiet, quitte Deschanel. Mais il le suit et le voit, soudain se cacher derrière un arbre, puis tourner autour de cet arbre comme un écureuil, enfin s'avancer vers une voiture, d'où deux dames descendent.

Colrat n'aura aucune peine à croire les bruits fâcheux qui commencent, peu après, à sourdre. Le 23 septembre, Paul Deschanel va démissionner pour raison de santé. On l'a un jour, retrouvé en plein étang de Rambouillet, dans l'eau jusqu'à la ceinture. « J'avais toujours dit, déclarait-t-il en sortant, que cet endroit était humide. » Un autre jour, on l'a fait descendre d'un arbre. Sa chute, en pleine nuit, sur le ballast va mettre un terme à ses exploits. C'est en chemise qu'il est tombé du train qui l'emmenait à Montbrison : la chanson a tort, il n'avait pas de pyjama. Et c'est en chemise qu'il s'est réfugié chez la garde-barrière pas trop étonnée de l'entendre dire : Je suis le président de la République. « J'avais bien pensé, expliquera-t-elle, que c'était quelqu'un de convenable, parce qu'il avait les pieds propres. »

« Ils craignaient un gâteux, ils l'ont eu tout de même ! », triomphera Clémenceau.

Un cabinet ministériel.

Parmi les collaborateurs du nouveau sous-scrétaire d'Etat, voici deux jeunes hommes qui feront ultérieurement parler d'eux: Léon Noël (« C'est un garçon, dit Colrat, dont le nom et le prénom se retournent comme le caractère. ») et Alfred Fabre-Luce.

Paul Souchier, son chef de cabinet, est un curieux spécimen d'humanité. Fils de général et protestant, il s'est retrouvé, pendant la guerre, infirmier à l'hôpital de Montauban. Il y organise une chorale de Sénégalais et, ayant su conquérir le préfet, il entre dans l'administration. Secrétaire général à Cahors, sous-préfet à Brive, il conquiert alors, tour à tour, les seigneurs de ces lieux : Monzie, Colrat, Jouvenel. Il s'attache à eux, se les attache.

Petit, trapu, le front barré d'une mèche de cheveux, il a quelques notables qualités. Très superficiellement cultivé, il donne l'impression de tout savoir. Sa fantaisie est extrême, son cynisme total. Il est, surtout, passé maître dans l'art du mimétisme. Monzie, Colrat et Jouvenel, face à Paul Sou-

chier, se reconnaissent chacun comme dans une glace. Il a leur comportement, leurs gestes, leurs manies et leurs propos. Près d'eux, Paul Souchier a joué un rôle considérable. Il sera, successivement, leur chef de cabinet à tous les trois.

Il a épousé la fille d'un pasteur de Montauban, qui n'a pas pu lui donner d'enfants, mais qui a une jeune et jolie sœur. Souchier devient l'amant de sa belle sœur, l'installe chez lui et partage ainsi, familialement son bonheur entre son épouse et sa maîtresse.

C'est sa belle-sœur qui lui apprendra, un jour, sa paternité prochaine. Il ira confier son embarras à ses trois patrons et solliciter leurs conseils.

« Divorcez, lui dira Colrat, et épousez votre belle-sœur. A tous points de vue, cette solution me paraît la meilleure. »

« Le pasteur a-t-il une troisième fille ? lui demandera Jouvenel. Oui ? Alors, divorcez, répudiez votre maîtresse et épousez votre autre belle-sœur. »

« Tout s'est fort bien passé jusqu'ici, lui répondra Monzie. Pourquoi voulez-vous interrompre cette heureuse harmonie ? »

C'est ce troisième avis que suivra Souchier. Quant au pasteur de Montauban, il deviendra, par la grâce de son gendre, chef-comptable, à Paris, chez un parfumeur.

Philippe Berthelot.

Long visage, haut front, cheveux bouclés, courtois et froid. Berthelot plaît à Colrat parce qu'il est un « fonctionnaire magnifique » — plus encore, parce qu'il est un « prodigieux personnage ». Fils du savant chimiste, qui fut ministre des Affaires étrangères, il a reçu de son père d'utiles leçons — celle-ci, par exemple : « Mon enfant, n'oublie jamais que l'exactitude d'une information est en raison inverse de sa précision. » Il est entré dans la carrière par la petite porte et il est devenu le tout-puissant secrétaire général du ministère des Affaires étrangères.

Protégé par Briand, il protège lui-même, par goût esthétique, la cohorte des diplomates-écrivains que forment Paul Claudel, Giraudoux, Paul Morand, Alexis Léger. Dans son appartement du boulevard du Montparnasse, il reçoit le tout-Paris intellectuel de l'après-guerre. Ou bien, il passe un habit et file à Montmartre, avec sa femme, qui a autre-

fois hanté ces parages, ce qui ne l'empêche pas de tenir bien sa place et d'être très « femme du monde ».

Poincaré déteste Berthelot pour les raisons, sans doute, qui le font aimer de Léon Blum. Au surplus, l'homme, qui n'a pas de fortune personnelle, mène grand train de vie. Poincaré le soupçonne d'avoir partagé avec Briand les fonds secrets des Affaires étrangères... Il l'accuse d'avoir pris, en faveur de la Banque industrielle de Chine, administrée par son frère André Berthelot, une initiative de renflouement que le Parlement a sévèrement jugée. Devenu son supérieur hiérarchique, il a décidé de le persécuter.

Berthelot, avant même la démission de Briand, a spontanément renoncé à ses fonctions. Poincaré le traduit devant les directeurs siégeant, avec les deux ambassadeurs en activité qui leur sont adjoints, en conseil de discipline. Il prétend même, contre les usages, présider la première séance de cet aéropage et requérir contre Berthelot. Celui-ci a choisi pour avocat Me Henri-Robert, qui est un ami de Poincaré et qui le tutoie. «« Monsieur l'avocat, coupe le Président du Conseil, je vous interdis de me tutoyer. » Effroyable débat. Berthelot en sortira à ce point effondré que, dans cette maison dont hier encore il était le maître, il ne reconnaîtra plus son chemin. C'est Colrat qui le lui montrera. Giraudoux vengera son ami en écrivant *Bella* et le portrait du ministre Rebendart : « ... Rebendart traitait l'Etat comme on traite un homme par la jurisprudence, le raisonnement, l'autorité... »

Colrat admire l'autorité de Poincaré. Peut-être aussi le trouve-t-il de bon conseil puisqu'il n'entreprend jamais rien d'important sans le consulter. Mais il connait ses défauts Il lui reproche, notamment, d'écouter volontiers la calomnie, sa « minutie légiférante » comme dit Léon Bérard, son ton cassant dans la conversation et les délibérations ministérielles. Réunis sous sa présidence, les ministres ont l'impression de redevenir des gamins, de se retrouver en classe avec le plus sévère des maîtres d'école. Un jour, avant un conseil de cabinet, il s'adresse, justement, à Léon Bérard :

« Mon cher ami, lui dit-il, j'aime, avant tout, que mes collaborateurs observent les lois de la politesse. Vous avez eu l'honneur de recevoir, il y a quelque temps, une invitation à déjeûner de Mme Waldeck-Rousseau. Vous n'avez ni répondu à Mme Waldeck-Rousseau, ni pris part à son déjeûner. Voulez-vous me faire l'amitié de lui envoyer, dès ce

soir, une gerbe de fleurs, à laquelle vous joindrez une lettre d'excuses ?... La séance est ouverte ! »

Un autre jour, plus tard, au cours d'un autre conseil, M. Edouard Herriot, déclarant : « Je ne peux oublier, en étudiant ce problème, que je suis un fils du peuple... », sera interrompu par Poincaré : « C'est inexact. Votre père était capitaine d'habillement et j'ajoute que vous avez été élevé par un prêtre. »

Le Président de la République, Alexandre Millerand, n'est pas, non plus, d'un abord aimable. Lémery a dit de lui : « Il me glace au bout de cinq minutes. Je viens le voir avec des idées. Je les perds en cours de conversation. » Mais il a d'autres qualités, qui le rendent peu sympathique à Poincaré — et inversement. Longtemps avant 1914, on chantait dans les cafés-concerts : « Il a les poings, poings, poings, il a les poings carrés... » Ce refrain ne se serait-il pas, mieux qu'à Poincaré, appliqué à Millerand ? Ils sont tous deux avocats, mais le Droit les a diversement influencés. Il a développé chez l'un l'esprit de scrupule. Il n'a pas tué chez l'autre le goût de l'audace.

Quand, le 7 mars 1932, Colrat apprit la mort de Briand, il se rendit avenue Kléber. Dans la chambre, un lit de milieu. Briand gisait sur ce lit comme un ivrogne qu'on eût jeté là. Placé de travers, la cravate mal nouée, les mains mal disposées le long du corps, un miniscule bouquet de violettes sur le ventre.

Après quelques minutes de recueillement. Colrat passa dans la pièce voisine. Des parlementaires étaient arrivés — et trois prêtres de l'Archevéché, qui entrèrent, à leur tour, dans la chambre.

Avant de quitter le domicile mortuaire, Colrat revint auprès de son ancien chef. On l'avait transformé Il était couché au milieu du lit, digne, les talons joints, la cravate bien nouée. Les violettes avaient disparu. Et les mains jointes serraient un cruciflx.

Colrat félicitait Tardieu d'avoir incité la famille à faire venir auprès du mort le cardinal Verdier. « Je suis absolument sûr que la volonté de Briand eût été d'avoir des obsèques religieuses. Il avait l'esprit religieux. An contraire de Poincaré, il n'était pas anticlérical. Je ne l'ai jamais entendu prononcer un mot qui fût même suspect d'anticléricalisme. »

Sur les conseils de M. Henry Lémery, j'ai communiqué à M. Quinones de Leon, ancien ambassadeur d'Espagne à Paris, cette partie de mon texte.

M. Quinones de Leon ne m'a pas caché sa surprise.

Il partage, certes, les souvenirs de Maurice Colrat sur l'intelligence intuitive de Briand, sur son honnêteté. Briand ne connaissait pas la valeur de l'argent. Un simple tiroir de table lui servait de coffre-fort.

Son appartement de l'avenue Kléber reflétait bien sa nature un peu bohème. Mais M. Quinones de Leon ne voyait guère de différences entre cet appartement et les milliers d'autres appartements bourgeois de Paris. Il affirme, au surplus, que Briand lisait ; qu'il prêtait ses livres ; et que ses lectures favorites n'étaient pas les romans policiers, mais les livres d'aventures, les récits de flibuste et de marine à voile.

Ce que M. Quinones de Leon ne comprend surtout pas, c'est la relation que Maurice Colrat m'a donnée de sa visite à Briand mort.

« Le 7 mars 1932, m'a déclaré l'ambassadeur, je déjeûnais avec Philippe Berthelot chez Mme Pams. Nous fûmes soudain avertis que Briand mourait.

« Nous nous rendîmes immédiatement avenue Kléber. Briand n'était pas mort. Mais c'étaient les derniers hoquets.

« Mme Jourdan me dit : « Il n'y a pas de crucifix ici. » Je fus en acheter un, rue de Chaillot.

« A mon retour, Briand était mort. Mme Jourdan disposa le Christ dans ses mains jointes.

« Il y avait beaucoup de monde. Mais je ne me rappelle pas avoir vu Colrat. Tardieu venait d'arriver avec plusieurs de ses ministres (lesquels ?... Quand Tardieu se trouvait quelque part, on prêtait peu d'attention aux autres...). Il discutait et m'appela : « Quinones, tu vas arbitrer. Devons-nous faire à Briand des funérailles officielles ? La famille (*c'est-à-dire Mme Jourdan, M. et Mme Billau*) refuse et souhaiterait l'emmener directement à Cocherel. » Je lui répondis : « Le gouvernement doit à Briand des obsèques officielles. Personne ne comprendrait qu'il ne lui en fît pas. » Tardieu me comprit tout de suite. « Tu as raison », approuva-t-il et il obtint de la famille qu'elle revînt sur son premier désir.

« Briand, fatigué depuis longtemps, était, cependant, mort très vite. Aucun prêtre n'avait été prévenu. D'accord avec Tardieu, je priai Chiappe, préfet de police, de se rendre de toute urgence à la Nonciature et d'inviter Mgr Maglione,

avec lequel Briand entretenait les rapports les plus amicaux, à venir sans délai.

« Quelques minutes plus tard, Mgr. Maglione arrivait et c'est après qu'il eût donné l'absolution à Briand que je quittai le domicile mortuaire, toujours avec Philippe Berthelot.

« Le 12 mars, jour des funérailles nationales, le cardinal Verdier procéda à la levée du corps au cimetière des affaires étrangères et le cortège s'achemina jusqu'au cimetière de Passy, où un prêtre récita les dernières prières et où le corps de Briand reposa jusqu'à son transfert à Cocherel.

« Mes souvenirs sont très précis et peuvent l'être. J'ai été le témoin *oculaire* de la mort de Briand. Aux obsèques, je marchais, avec Austin Chamberlain, derrière le corbillard, devant la famille. De nombreux détails me reviennent à la mémoire. Pendant la cérémonie du quai d'Orsay, alors que j'enjambais quelques bancs, je me suis retrouvé soudain dans les bras de Salvador de Madariaga, alors ambassadeur de la République espagnole en France, et nous nous sommes chaleureusement embrassés... »

M. Wladimir d'Ormesson a gardé des impressions qui confirment, d'ailleurs, celles de Colrat.

Il était environ cinq heures. La mort n'avait pu que détendre les traits de l'homme d'Etat, reposer son visage. Son entourage avait donné à son maintien toute la dignité requise. M. Wladimir d'Ormesson écrit :

« Briand occupait au quatrième étage de l'immeuble qui forme angle avec la rue de Villejust un appartement de petit professeur. Quatre ou cinq pièces mal meublées. Tout cela d'une laideur et d'une médiocrité affreuses. L'antichambre, le salon, la petite salle à manger avec son buffet banal étaient envahis de gens qui chuchotaient avec des airs de conspirateurs accablés. Chacun se poussait...

« ... Briand était étendu sur son lit. On l'avait revêtu de son habit. La mort l'avait comme recroquevillé. Il paraissait tout petit, un peu difforme, avec une énorme tête chevelue dont les chairs livides se boursouflaient. Des lumières électriques trop violentes faisaient ressortir la masse noire de l'habit sur le drap blanc. Cet homme qui avait joué tel rôle en Europe, dans le monde, et qui mourait en disgrâce, presque en exil, avait l'air d'une pauvre vieille marionnette dont le fil vient de se casser... »

GALTIER-BOISSIERE préfère verser 1 million à M. Pierre BRISSON

Précédemment, nous avons tenu nos lecteurs au courant du procès de presse intenté par M. Pierre Brisson, du *Figaro*, au polémiste Jean Galtier-Boissière. Procès d'écrivain, important puisque son précédent permettra désormais à tout homme puissant et assez riche pour ne pas reculer devant les frais de procédure, de poursuivre tout historien à la recherche de la vérité par l'exhumation de textes *non discutables et non discutés* prouvant le peu de consistance et l'opportunisme du héros mis sur la sellette.

En somme, cette jurisprudence en la matière ouvre des horizons aux partisans de la révision des procès de Pétain, Laval et quelques autres puisque le tribunal civil a admis l'état d'esprit de l'époque et des circonstances de l'écrit. Ainsi sont condamnées les cours de Justice... Ahurissant, mais c'est ainsi. Les mobiles de Justice bons pour les uns ne sont pas applicables aux autres. Nous en sommes là sous la V[e] République...

Jean Galtier-Boissière avait déclaré faire appel de ce premier jugement. Il explique, dans *Le Petit Crapouillot,* pour quelles raisons il préfère ne pas courir ce risque en l'état actuel de l'esprit de Justice :

APRÈS trois mois de réflexions, Pierre Brisson s'est décidé à signifier le jugement de la Première Chambre Civile qui condamne le Crapouillot *à un million de dommages et intérêts, cinq insertions dans les journaux, l'interdiction de vente du numéro incriminé — le tome I du* Dictionnaire des Girouettes *— et tous les dépens.*

« Il y a trois mois, au lendemain du prononcé du jugement, j'avais annoncé que je ferais appel. Aujourd'hui, mes conseils sont d'accord pour éviter cette relance. Depuis quelques semaines, en effet, le « climat » judiciaire a considérablement changé. Par les nouveaux articles 226 *et* 227 *du Code Pénal, « en décidant une fois pour toutes que les jugements et arrêts sont*

inattaquables, *remarque Mᵉ Maurice Garçon, on supprime le contrôle effectif de l'opinion, et l'on revient à un abus aussi grave qu'au temps où la justice était secrète ». Depuis la réforme judiciaire, il devient « impensable » — pour employer l'affreux terme à la mode — qu'un jugement puisse être sérieusement réformé en seconde instance, les juges d'appel, désormais, ne pouvant plus décemment désavouer leurs collègues de première instance. Les peines et sanctions ont donc toutes les chances d'être* aggravées *au lieu d'être* diminuées *ainsi qu'autrefois il arrivait fréquemment...*

*« Il est évident, d'autre part, que le gouvernement se félicite de la mise au pas particulièrement sévère de la presse non domestiquée : pour en convaincre les incrédules, il suffit d'évoquer les récentes condamnations en justice de l'*Express *(affaire Morice), de la* Nation Française *(autre affaire Brisson-*Figaro*) et de Georges Arnaud, le romancier célèbre du* Salaire de la Peur, *condamné à* 800.000 *francs d'amende pour avoir paru douter de l'impartialité du Président du Tribunal dans l'affaire où Marguerite Marty fut acquittée. »*

Dans ces conditions, il paraît parfaitement inutile à mes conseils de me voir jouer le rôle ingrat du pot de terre contre le pot de fer. Et si je me suis rangé à leur avis, c'est aussi parce que j'ai pensé à tous les fidèles amis du Crapouillot *qui se sont engagés à prendre à leur charge les frais du procès. Je suis comptable de leur geste généreux, et je serais impardonnable si, pour ne pas verser actuellement un million au sieur Brisson, je risquais d'en écoper cinq ou dix en appel. Je suis sûr que mes amis jugeront préférable de faire la part du feu, et d'attendre des temps meilleurs, non sans murmurer* in petto *certain mot de M. de Talleyrand...*

« J'ai donc envoyé son million au Figaro *qui a annoncé qu'il le versait à ses « Bourses d'étudiants » : Pierre Brisson a souvent montré qu'il savait être généreux à assez bon compte.*

« Le Figaro *indique qu'en renonçant à faire appel « j'acquiesce » au jugement de la première Chambre Civile en date du* 3 *décembre* 1958. *En effet, je me plais à déclarer :*

« 1° Que le Figaro *eut tout à fait raison de ne pas publier dans sa rubrique judiciaire, en* 1954, *le compte rendu de la dure condamnation en justice de son annoncier le Vin du* Postillon *et de le remplacer par une page entière de publicité de ladite firme, au tarif d'un million deux cent soixante mille francs.*

« 2° Que je félicite le quotidien de Brisson d'avoir su, de juillet 40 *à novembre* 42, *suivant les termes mêmes du jugement,* tenir compte des circonstances de l'époque, *en exécutant ponctuellement les consignes de Vichy.*

« 3° Que je trouve normal que mon Crapouillot *soit interdit de vente pour avoir reproduit certains textes contradictoires déjà publiés pendant dix ans dans de nombreuses autres publications et avoir manqué de déférence à l'égard du grand-père du Président-Directeur-Général d'un quotidien mondain, à propos d'un article publié en* 1871, *soit quatre-vingt-huit ans avant mon* Dictionnaire des Girouettes.

Après cette explication de Jean Galtier-Boissière, le public comprendra mieux que la presse française compte infiniment plus de manieurs de brosses à reluire que d'écrivains traquant les hypocrisies, les malfaçons et les errements. Beaucoup de choses vont mal parce qu'elles bénéficient de la complicité du silence. Désormais, gare à ceux qui voudront troubler le repas des fauves ! Tout en priant ces derniers de se reporter aux précédents historiques et, en particulier, aux causes réelles de la révolution de 1848. Il serait étonnant que, de nos jours, les bouillonnements intérieurs ne préparent pas des motifs de plus graves explosions et que l'on ne rejette pas dans le clan du chambard les exaspérés de l'injustice ou de la justice préférentielle, quelles que fussent leurs tendances.

On comprend que Jean Galtier-Boissière ait reproduit ces lignes que Marcel Aymé a écrites dans *Arts :*

« ...*Que dire des juges de la Libération qui condamnèrent par timidité, par veulerie, pour ne pas entrer en conflit avec le nouveau pouvoir ? Il est rare que l'histoire ratifie les condamnations prononcées contre des prévenus politiques. Qui donc, de nos jours, peut songer sans écœurement à la férocité des conseils de guerre de* 1871 ? *Cela dit et considéré, il faut convenir que la peine de mort est une périlleuse aventure pour la justice dont elle compromet sérieusement la majesté sinon l'exercice. Faut-il ajouter qu'elle est encore plus périlleuse pour ceux qui en sont les victimes ? L'innocent expédié au bagne peut encore espérer une réparation, mais celui qui meurt sous le couperet ou sous les balles du peloton d'exécution n'a plus à compter que sur le tribunal du jugement dernier.*

« *On comprend d'ailleurs mal pourquoi, en France, le mépris public demeure attaché à la profession de bourreau alors que la carrière d'un magistrat ayant obtenu la mort de ses semblables se poursuit dans les honneurs. S'il est vrai que le second serve la société, le premier en peut dire autant. Pour ma part, je trouve indécent, révoltant, qu'un monsieur puisse, le cul sur un fauteuil et sans courir le moindre risque, réclamer avec des effets de manche la mort d'un homme, coupable ou non.* »

Si la justice est appelée à devenir de plus en plus le rempart de partisans ou de castes (illustration : Le procès de Suzanne Chevallier), nous donnons raison à Jean Galtier-Boissière de limiter les frais. J. G.-B., qui n'est pas à son premier de presse, est un « battant ». Pour qu'il renonce, d'après ses conseils, cela signifie un mal profond, beaucoup plus grave que ne le soupçonnent ceux qui en sont les causes. On verra bien qui finira par payer... beaucoup plus d'un million. On a généralement tort de chercher à provoquer l'unanimité du mécontentement. Pendant la guerre civile espagnole, les anarchistes étaient alliés aux radicaux... Résultat : 1.200.000 morts, des exilés par milliers et des blessures qui mettront un siècle à se guérir.

De cette justice concernant Jean Galtier-Boissière, nous exciperons un certain « état d'esprit » indiquant un faux apaisement intérieur (on ne sait pas que le non-conformisme de l'écrivain lui vaut des détails comme celui-ci : son mensuel *Le Petit Crapouillot* est refusé à l'admission au tarif postal

des périodiques, ce qui lui occasionne des frais de transport bien plus élevés).

Faux apaisement intérieur ?

Par exemple celui-ci.

M. Charles de Gaulle, en avril dernier, se rendit à Vichy et y prononça un nième discours que chacun put entendre à la R.T.F. : « Non sans une certaine émotion... ». Puis appel à l'union sous les acclamations d'une foule, la même qui applaudit, jadis, non moins frénétiquement Pétain. Bon !

Quelques jours après, M. Paul Morand rendait publique la lettre du retrait de sa candidature à l'Académie Française, en précisant que sa décision se trouvait motivée par l'intervention directe de la présidence de la République... Précisons que les deux concurrents de M. Paul Morand se retirèrent aussi immédiatement ne voulant profiter du nettoyage de terrain dû à une pression aussi officielle qu'impudente. Ce qui est à leur honneur.

...On veut peut-être réserver le fauteuil de Claude Farrère à Robert Brasillach... à titre posthume. Sait-on jamais !

De Galtier-Boissière à Paul Morand, il y a des chaînes aux maillons imperceptibles quant à présent...

Elie DELOCHES.

LES LIVRES DU MOIS

REVUE DES REVUES

« Printemps arabe » vient de paraître ; il n'est pas inutile de reproduire la réponse que faisait Benoist-Méchin en 1925 à une enquête sur les *Appels de l'Orient* (*Les Cahiers du Mois*) :

« Il s'est produit depuis quelque temps, en Europe, un de ces vides dont la nature a horreur, et nous avons vu apparaître à la périphérie de nos gestes la figure de continents dont nous ignorions jusqu'ici les véritables traits.

Malgré tous mes efforts, je ne puis y trouver aucune ressemblance avec ce que nous sommes. Même au plus profond de notre chute, qu'ils nous permettent de mesurer, je nous préfère à eux. Je ne puis m'empêcher de considérer l'Europe comme un homme constamment occupé à approfondir le problème de l'Etre ; et les malheurs fondent sur lui dès que son esprit s'en distrait.

A l'encontre de l'Oriental, l'homme de l'Occident est perdu dès qu'il renonce de poser, à l'origine de ses activités, cette affirmation, peut-être la plus orgueilleuse qui soit, qui a la perfection pour limites : « Nous sommes au monde. » Ceux qui refusent de reconnaître cette vérité devront, comme Rimbaud, se résigner à la vocation d'enfant prodigue. »

Mais quels seront leurs sentiments, s'ils trouvent à leur retour, leur père assassiné, et la maison en ruines ?

ECRITS DE PARIS (avril).

Dans un excellent article, Willy de Spens rend compte de l'essai que Gérard Mourgue vient de consacrer à Françoise Sagan, il en montre le sérieux, les insuffisances et les exagérations :

« Il est bien vrai que Françoise Sagan passe, au regard du grand nombre, pour un auteur immoral. Malheureusement, le lecteur averti est fort blasé en matière d'immoralité : Retz, Crébillon le fils, Laclos, ont déjà passablement bafoué les bons principes et les bonnes mœurs ; Françoise Sagan lui semble beaucoup moins subversive. Je cherche en vain, dans son œuvre, ces éléments destructeurs qui ravissent un esprit libre et qui donnent tant de charme à *L'Immoraliste* ou au *Voyage au*

bout de la nuit. Je n'y trouve pas ces notations sèches et cyniques qui nous ravissent quand nous lisons le vrai Jouhandeau, celui du cycle *Chaminadour,* des *Godeau,* des *Chroniques maritales,* ou Benda. Je n'ai jamais relevé, sous la plume de Françoise Sagan, une phrase aussi horrible (et peut-être admirable) dans son absolue sincérité que celle-ci cueillie dans la *Jeunesse d'un clerc :* « Sa mort (celle de Benda père) ne m'émeut pas. Je dois même dire que les délires de ses derniers jours m'inspirèrent une certaine impatience qui stupéfia mon entourage. » Je n'y trouve que des remarques un peu livresques, presque toujours impertinentes, rarement originales... »

Dans le même numéro on lira une étude de Jean Perré sur la campagne du Sinaï et une mise au point nécessaire de Claude Elsen à propos des projets d'*adaptation* des *Liaisons dangereuses.*

ARGUMENTS.

Cette curieuse revue est publiée par les Editions de Minuit et dirigée par Edgar Morin ; elle ressemble un peu à un établissement de convalescence pour anciens staliniens. Les pensionnaires ont besoin de soins et de calme, de fleurs naturelles, on les occupe à des travaux pratiques simples, par exemple : « Expliquez en trois pages ce qu'est le révisionnisme ». A part cela, il y a dans cette revue quelque chose d'assez confus : on distingue mal, parmi les rédacteurs, ceux qui sont réellement libérés des habitudes intellectuelles du P.C.F., les marxistes anti-staliniens des marxistes non-staliniens, et aussi quels sont exactement ceux qui gardent, malgré tout, des rapports ambigus avec le P.C.F. ou ses émissaires. Le dernier numéro est en partie constitué par un ensemble de textes consacrés à la révolte de Cronstadt et au tournant de la révolution russe. Edgar Morin écrit :

« A Cronstadt, émerge en pleine lumière le paradoxe du communisme d'appareil qui prétend exprimer les besoins profonds de la classe ouvrière, et qui réprime par le feu et le fer une révolte ouvrière. Ce communisme d'appareil, ce n'est déjà plus le communisme originaire, ce n'est pas encore le stalinisme. Mais l'un et l'autre sont impliqués dans le communisme d'appareil : c'est leur nœud commun... Que celui qui est indifférent à ces problèmes sente qu'il s'agissait là d'un moment inoubliable, irréparable de l'histoire de ce siècle. »

LES LETTRES NOUVELLES.

Cette revue dont il était question ici il y a deux mois vient de se transformer radicalement : elle paraît maintenant chaque semaine, sur un peu plus de cinquante pages, et pour le prix de ces hebdomadaires prétentieux (*Arts, L'Express*) qui, comme par hasard, refusent d'insérer sa publicité. Cette formule est d'ailleurs beaucoup moins révolutionnaire qu'on veut bien nous le dire : ce fut pendant plus de trente ans celle de la *Revue hebdomadaire* de François le Grix... Quoi qu'il en soit, c'est une réussite évidente dont il faut se réjouir. Ces dernières semaines, on a pu y lire une nouvelle d'Angus Wilson, un

fragment du prochain roman de Lawrence Durrel, des études de J.-J. Chevallier sur Tocqueville et Gobineau, d'Albert-Marie Schmidt sur Reveroni Saint-Cyr « petit maître de la fiction savante à couleur érotique ».

Cependant le texte le plus important publié par cette revue me semble être une étude-manifeste de Bernard Pingaud, « Contre la frivolité » : Pour Pingaud, la frivolité est la marque d'une *droite* littéraire qu'il définit quand même abusivement puisqu'il me semble normal d'y faire figurer Nourissier et la majeure partie des rédacteurs de l'*Express*. Au contraire, Paul Bourget qui avait une haute idée des devoirs de l'écrivain, qui assistait aux leçons de Clérambault et de Dupré à l'Infirmerie spéciale du dépôt pour donner plus de vérité profonde à ses personnages, et dont les « Essais de psychologie contemporaine » ne sont pas spécialement remarquables par leur frivolité, devrait être reconnu par la *gauche* comme un de ses grands écrivains. A ceci près, on ne peut qu'approuver entièrement Bernard Pingaud lorsqu'il écrit : « Au risque de paraître triste, ennuyeux et prétentieux, je dirai que je ne crois ni au talent, ni à la frivolité, mais que je crois au sérieux... Pour l'écrivain le sérieux consiste précisément à ne pas se fier à son talent. Je ne connais pas d'œuvre d'art digne de ce nom qui ne se soutienne par la force d'une structure... J'appelle sérieux les livres écrits par des auteurs adultes et conscients, dont la seule ambition n'est pas d'ajouter une œuvre pathétique ou drôle à tant d'œuvres drôles et pathétiques. » Il y a d'ailleurs dans les *Lettres nouvelles* le minimum de cuistrerie qui fait nécessairement partie du sérieux !

Les lecteurs de *France-Observateur* ne sont pas contents : ils trouvent que Queneau est un auteur au vocabulaire trop leste, que J. Donial-Valcroze « déconcerte le lecteur de gauche par l'intérêt qu'il porte au film évidemment réactionnaire qu'est *Toi Le Venin* (avions, Cadillac...) », que Roger Stéphane en évoquant avec une admiration évidente le livre du Colonel Bigeard s'est porté « aux extrêmités où la littérature peut mener son homme. » « La Gauche n'a de raison d'être que lorsqu'elle combat toute mythologie, qui ne peut être qu'une émanation de la Droite », ajoute le même lecteur. Heureusement qu'*Arguments* nous annonce un *Dictionnaire des mythes de la gauche !*

J.-P. B.

Alice COCEA, *Mes amours que j'ai tant aimées.* Paris, Flammarion, 3e trimestre 1958.

Quelles amours Sophie-Alice Cocea conte-t-elle dans son livre passionnant ? Ouvrage exceptionnel, narration d'une vie si dense en créations, en luttes et en amours — celles-ci dominées par le grand Amour pour l'Art, véritable axe de la vie de cet être si frêle, mais doté, du moins pour son activité extérieure, d'une volonté de fer et d'une foi inébranlable.

Fille d'un général roumain, précepteur du roi, elle fit ses études au Conservatoire de Paris pour embrasser ensuite la carrière théâtrale sous ses différentes formes. Le triomphal succès de *Phi-Phi*, dont elle créa le rôle, la retient pour un temps à l'opérette ; puis elle se consacre à la comédie ; ses créations dans *Une femme libre*, pièce écrite pour elle par Armand Salacrou et dans les *Parents terribles* de Jean Cocteau firent époque à Paris. Enfin, après avoir tourné quelques films, elle affronte les classiques ; brille dans Célimène et interprète d'autres grands rôles, notamment la *Parisienne* où elle présente une Clotilde pleine de finesse, de subtilités, de malice. Le public suisse eut le privilège de l'applaudir en juillet 1957 aux arènes d'Avenches, près de Lausanne, dans le rôle de Bérénice. Les éloges de la presse furent unanimes.

⁂

A côté de son activité d'actrice, Sophie-Alice Cocea se lança dans la carrière de directrice de théâtre. Elle débuta à la Comédie des Champs-Elysées et prit ensuite la direction des Ambassadeurs. Ses succès lui valurent d'être victime d'une cabale : elle dut subir un dur emprisonnement qui mit ses jours en danger... Enfin, au fil de la plume, elle conta avec un art consommé les péripéties de sa vie penchée, à côté de la création et des luttes, vers des passions vibrantes et lumineuses qui pourraient faire honneur aux contes de Schéhérazade.

Il serait impossible — et inutile — de tenter un compte rendu de ce livre sous une forme classique. Cela lui enlèverait de son charme, de sa fraîcheur et de sa profondeur. Il faut en revanche attirer l'attention du lecteur sur le caractère exceptionnel de ce récit qui tient, à notre avis, à l'esprit profondément *ésotérique* de son auteur. D'abord en ce qui concerne l'exposé : récit très romantique qui n'est nullement romancé ; fait face aux faits et aux événements vécus

sans baisser les yeux devant la vérité si implacable qu'elle soit ; « sans déguisement, sans cabotinage, sans fards », note l'éditeur. Ce qui est non moins exceptionnel, c'est que les passions, les grandeurs et les bassesses humaines y sont traitées avec un tact et avec un goût tels que rien n'y choque, même lorsque l'auteur parle des faits les plus choquants. A notre siècle, marqué par une décadence du style, ce récit est incontestablement instructif et réconfortant.

Mais le point culminant — et la clef de l'intelligence de l'ouvrage — ne sont pas encore là. Il faut les chercher dans la vie intérieure de l'auteur. Dans cette vie intérieure intense et passionnée que le commun des hommes — toujours pris dans des « engrenages », noyé dans les « circonstances », toujours ***absent de lui-même,*** n'aperçoit généralement point.

Sophie-Alice Cocea est constamment ***présente*** en elle-même. Elle ne cesse de l'être ni devant les succès, ni face aux épreuves et aux risques devant lesquels même les hommes d'une trempe solide se courbent pour ne plus se redresser. Et l'Editeur de conclure : « Malgré ses épreuves, l'optimisme foncier de cette frêle et étonnante créature la ramènera au théâtre, à de nouveaux enthousiasmes, à de nouvelles entreprises... »

C'est par le tréfonds de l'héroïne qu'on apprend le secret de cet ***être consistant,*** au sens ésotérique. C'est dire que derrière ce que le langage courant appelle le ***caractère,*** la ***personnalité*** — le ***personnage,*** dit-elle — derrière toutes ses facultés intellectuelles et émotives, derrière son dynamisme, son goût de l'entreprise et du risque, derrière sa nature sensible et vibrante, elle demeure invariablement elle-même, consciente de son ***Moi réel.*** Sinon encore en permanence, du moins chaque fois qu'elle est appelée à prendre des initiatives ou des décisions importantes. Ce ***Moi réel*** qu'on appelle couramment ***âme,*** mais qu'on ne connaît effectivement pas puisqu'on la traite en tierce personne, pour Sophie-Alice Cocea est son vrai ***Moi.*** Quant au ***Moi*** de sa ***personnalité,*** Moi qui pour elle est de second rang puisque composite, multiple, elle s'en détache tout naturellement. Peut-être bien depuis son enfance.

Nous n'avons pas eu le plaisir de connaître Mme Cocea. Passons-lui donc la parole afin qu'elle nous parle des curieuses et instructives constatations qu'elle fait à partir de son for intérieur :

« Je m'appelle, dit-elle, Sophie-Alice. C'est étrange. Est-ce d'avoir eu ces deux prénoms réunis qui a marqué ma destinée et m'a fait vivre une double vie : Alice au pays des merveilles et les malheurs de Sophie ?

« Deux vies, deux personnages aussi : une femme que l'on croit connaître, qui apparaît sûre d'elle, audacieuse, entreprenante, Alice. C'est une facette. Et derrière cette facette, Sophie dans l'ombre, qui flaire des dangers, doutant d'elle-même, souvent paralysée, en proie aux hésitations, aux craintes, avec des envies profondes de rester chez soi et de ne voir personne. Mais Alice va de l'avant parce qu'elle ne manque pas de courage, qu'elle a le goût, le besoin du risque et même du péril. Une voix intérieure a beau lui crier « attention ! » Qu'importe ! — Alice ne croit pas au mal. Alors elle joue le jeu franchement — on verra bien après. C'est ainsi qu'arrivent les catastrophes. Pas toujours, mais souvent. Le bonheur doit-il être aux audacieux ? » (p. 5.)

Et dans un autre endroit, parlant de Jean Giono, elle note :

« ... ce personnage d'un autre monde, au regard bleu d'enfant, qui... a fui Paris et ses femmes sophistiquées, avait vite découvert en moi le côté naturel, l'envers du personnage qu'on s'imagine ou que je propose, ce troisième être, situé entre Alice et Sophie qui se rattache au terroir... » (p. 182.)

Voici encore un passage à noter :

« Parce qu'elle a été intense, je ne me plains pas de ma vie. Même lorsqu'elle était en apparence calme et sans éclat, il y avait toujours quelque sentiment qui m'occupait, que j'étais seule à connaître. Si loin que je regarde en arrière, j'ai toujours été dévorée par une passion. Que ce soit le théâtre, le chant, la natation, la décoration même, la couture, et j'en passe... oui, il y a toujours une passion, à côté de l'amour » (p. 6.)

Et dans l'amour, derrière sa face captivante, passionnée et, disons-le animale, elle découvre une autre lumière, plus puissante encore et beaucoup plus profonde : « la force de liens exclusivement sentimentaux, même récents, et même lorsque depuis longtemps on a cessé d'être enfant, qu'on a goûté déjà avec tant de passion à la vie... » (p. 145).

♣

Mme Cocea ne juge personne. A ses ennemis elle accorde une sorte de compassion... En fait, elle n'a qu'un seul ennemi juré : « Je suis, dit-elle, hostile au temps et ne lui pardonnerai jamais rien... » (p. 240.)

Il faut lire ce livre. En achevant sa lecture, on se sent enrichi.

CHRONIQUES

Les Juifs contre la liberté d'expression

L'AFFAIRE SCHAFFER ET L'AFFAIRE VEIT HARLAN

La pression des juifs et des profiteurs des régimes installés en 1945 ne cesse de s'exercer en tous pays contre les formes d'opinions indépendantes.

L'affaire de *La Reine de Césarée* a montré, l'an dernier, en France, combien il était facile, avec un petit groupe d'agitateurs professionnels, de simuler de soi-disant émotions de l'opinion publique qui, orchestrées par une presse à la dévotion des mêmes groupes, exigent des gouvernements des mesures de restriction à la liberté d'expression.

Ces incidents caractéristiques ont très bien montré le mécanisme employé par les groupes de choc des juifs et par les éléments mis en place dans la presse. Mais il ne faut pas croire que la France a le triste privilège de ces incidents. Des faits analogues se passent tous les jours en Europe, dont notre grande presse d'information se garde bien de nous informer.

Les persécutions nombreuses intentées en Allemagne depuis un an pour de soi-disant cas d'antisémitisme montrent bien comment ces groupes d'action entendent prolonger aussi longtemps que possible une espèce de terreur portant sur la presse et limitant la liberté de protestation ou d'information.

Cette coercition est de plus en plus indispensable à mesure que les esprits, se dégageant du bourrage de crâne de 1945, commencent à se poser un certain nombre de questions embarrassantes.

Deux événements récents viennent de montrer avec quelle persistance les mêmes milieux poursuivent des opérations systématiques pour maintenir sur nos nations le baillon posé par la force au moment de la terreur qui régnait en Europe en 1945.

Ces deux affaires sont, en Belgique l'affaire SCHAFFER et aux Etats-Unis l'affaire VEIT HARLAN.

SCHAFFER est un des plus remarquables explorateurs allemands dont les travaux scientifiques font autorité. Comme beaucoup d'autres savants allemands, il a été utilisé par son

pays pendant la guerre à des recherches scientifiques, et on a à lui reprocher des choses aussi graves qu'une mission scientifique au Thibet et des études pour l'amélioration d'une race de chevaux destinés à des formations S.S.

Ces graves crimes contre l'humanité sont ceux qui sont mis en avant pour empêcher SCHAFFER de se livrer à toute activité nouvelle. Voici à quelle occasion se produisit l'offensive montée contre lui.

Le Roi Léopold de Belgique avait rencontré SCHAFFER au cours d'un voyage au Vénézuela et il avait été extrêmement intéressé par ses travaux zoologiques. Désirant tourner un film important sur la faune du Congo, le roi Léopold avait confié à SCHAFFER, en raison de sa renommée mondiale, la direction scientifique du film.

Une importante expédition fut organisée de laquelle les explorateurs rapportèrent un film passionnant et scientifiquement beaucoup plus solide que le célèbre film de Walt Disney, et ce film fut intitulé « Les Seigneurs de la Forêt ».

C'est au moment de la présentation de ce film que se développèrent les opérations des milieux résistantialistes belges.

La présentation du film devait avoir lieu à Amsterdam en présence de la Reine de Hollande Juliana et du Prince Bernhardt ainsi que du roi Léopold et de la Princesse de Rethy.

Les résistantialistes belges organisèrent aussitôt une campagne menée avec leurs confrères hollandais, dénoncèrent avec violence la participation de SCHAFFER, l'accusèrent d'une façon entièrement fantaisiste d'avoir été un des intimes de HIMMLER et menacèrent d'organiser des manifestations à la fois à Bruxelles et à Amsterdam si l'on maintenait la présentation prévue.

La Cour de Hollande, désireuse d'éviter tout incident, dut s'incliner et renoncer à la cérémonie.

On ne s'étonnera pas que dans des pays encore pratiquement privés de la liberté d'expression comme la Belgique et la Hollande, le dicktat des éléments résistants ait été couronné d'un plein succès : non seulement la cérémonie prévue fut annulée, mais l'organisation scientifique dont le patronage coiffait le film s'inclina, elle aussi, et par un bref communiqué, fit savoir à la presse qu'elle avait désormais renoncé à la collaboration de SCHAFFER.

Son nom disparut bien entendu du générique, et SCHAFFER fut même par la suite discrètement invité à quitter le territoire belge.

Tel est, quinze ans après la fin des hostilités, la puissance d'un petit groupe de politiciens haineux qui, à travers SCHAFFER, ont surtout visé le roi Léopold et sa femme, mais qui ont encore assez de pouvoir pour interdire à un savant éminent l'usage de son nom et le droit de signer ses œuvres.

Le cas de VEIT HARLAN n'est pas moins caractéristique.

VEIT HARLAN, on le sait, est l'auteur d'un film fameux sous l'Allemagne Hitlérienne, *Le Juif SUSS*.

Le cas est évidemment plus grave que les élevages de chevaux de l'inoffensif SCHAFFER.

Il est inutile de préciser, bien entendu, que depuis la fin de la guerre, VEIT HARLAN qui fut un des meilleurs cinéastes allemands, a longtemps cherché en vain à tourner des films ou à se refaire une situation.

Pendant dix ans, il « essaya — dit curieusement un journal juif — avec un acharnement incompréhensible, de tourner des films en dépit de protestations indignées ». Cette phrase singulière pose bien le problème : il faut évidemment un acharnement indomptable pour prétendre gagner sa vie par l'exercice de son métier, alors qu'une poignée de juifs, dans la presse et le cinéma, en ont décidé autrement.

On obtint du propre fils de VEIT HARLAN qu'il se dressât contre son père et le couvrît d'insultes pour, dit encore le journal juif, « se refaire un nom honnête ».

Cette coupable obstination fut toutefois tristement couronnée de succès, puisque VEIT HARLAN finit par trouver des capitaux et même des collaborateurs pour réaliser trois films entre 1954 et 1959.

Les deux premiers furent l'objet d'un boycott général des organisations de vente juives et ne purent être projetés nulle part, excepté dans un petit nombre de salles allemandes.

Pour le dernier, le plus récent, *Le Troisième sexe*, le caractère particulier du sujet intéressa quelques juifs d'avant-garde, qui, imposant silence à leur antipathie idéologique en raison sans doute d'autres motifs de sympathie, acceptèrent de projeter le film aux Etats-Unis.

Un véritable barrage de la presse en Amérique fut alors entrepris et l'influent journal juif AUFBAU réclama, sans pouvoir l'obtenir d'ailleurs, l'interdiction du film, mais réussit à ameuter toute la presse, en particulier au moyen d'affiches signées d'organisations et de personnalités, pour empêcher le film d'avoir une carrière normale.

En dehors des Etats-Unis, les efforts des organisations juives furent plus concluants en raison de la timidité des gouvernements à leur égard.

Si les producteurs du film réussirent à le faire passer en Allemagne, ce qui entraîna de nombreuses protestations de la presse juive, il n'en fut pas de même en Suisse où des groupes de pression et des organisations diverses parvinrent à intimider les autorités de certains cantons au moyen du fameux système de protestations soi-disant spontanées organisées par des hommes de main.

Ce fut le cas à Zurich où le Conseil d'Etat du canton, après quelques jours d'hésitation, crut devoir interdire le film « sous

la pression de l'opinion ». Les producteurs protestèrent auprès du Conseil Fédéral contre cette atteinte à la liberté. Le Conseil fédéral refusa de se prononcer en alléguant que les questions de censure cinématographique relevaient des autorités cantonales.

Le résultat fut que, dans la plupart des villes où il existe des organisations progressistes disposant d'hommes de main, il a été impossible de réaliser la projection du film, qui, par contre, se déroula sans incident dans toutes les salles où l'opinion se trouvait livrée à elle-même.

Cette opération, moins bien réussie que celle qui fut montée contre SCHAFFER, montre que les méthodes employées n'ont pas changé et que si le résultat en est parfois inégal, la liberté d'expression dans les démocraties occidentales reste cependant menacée chaque fois qu'elle touche de puissants intérêts particuliers.

Il semble qu'en France tout spécialement on cherche à prendre en ce moment de nouvelles mesures législatives destinées à limiter encore la liberté d'expression en aggravant le fameux décret Marchandeau.

Ces mesures particulièrement maladroites dans une opinion en effervescence comme l'opinion française, risquent d'aboutir précisément au résultat inverse de celui qu'on cherche et à cristalliser un antisémitisme qui n'ayant aucun moyen d'expression, peut réserver des surprises graves dans le cas de troubles ou de changement de régime.

C'est par de semblables erreurs psychologiques que les activistes juifs ont toujours réussi à mettre en péril une minorité ethnique dont l'existence aurait probablement été sans histoire sous tous les climats du monde, si elle n'avait pas préparé par ses propres fautes les malheurs qui l'accablent périodiquement.

∴

Les exigences de la mise en page ne nous permettent pas d'analyser aussi longuement que nous aurions voulu une décision judiciaire particulièrement grave et chargée de menaces.

Les journaux ont fort peu parlé de l'arrestation d'un jeune garçon nommé RENARD, surpris par la police au moment où il écrivait à la craie dans les couloirs du métro l'expression « ALGÉRIE FRANÇAISE ».

L'arrestation de ce jeune garçon dans ces conditions, et son maintien en détention alors que la nouvelle loi judiciaire présente la détention préventive comme tout à fait exceptionnelle, constitue déjà un extraordinaire abus de pouvoir sur lequel il est remarquable que la presse tout entière ait gardé un religieux silence.

Mais cet acte arbitraire est moins grave encore que les raisons qu'on vient de donner officiellement pour l'expliquer.

Comparaissant devant le juge d'instruction, le jeune RENARD aurait donné comme explication de son geste qu'il reprochait notamment au Chef de l'Etat d'avoir exercé son droit de grâce à l'égard des musulmans condamnés, alors qu'il en avait été singulièrement avare à l'égard des Français condamnés en 1944.

Cette explication, dont on se demande d'ailleurs pourquoi elle a pu être provoquée à l'instruction, étant donné qu'elle a peu de rapport avec l'inscription elle-même, a motivé de la part du juge le maintien en détention sous l'inculpation d'outrages au Chef de l'Etat.

Nous hésitons à croire que les journaux aient rapporté avec exactitude cet incident, tant il nous semble extraordinaire...

Un tel précédent, s'il passait sans explication, équivaudrait à placer sous une menace perpétuelle de poursuite toute expression de mécontentement.

Il est bien évident que le fait d'écrire sur un mur « ALGÉRIE FRANÇAISE » — à supposer qu'il constitue un délit, ce qui est déjà en soi une hypothèse assez monstrueuse — n'est en aucune manière une attaque contre la personne du Chef de l'Etat. Toute expression de mécontentement pourrait donc, dans ces conditions, être considérée comme un délit, au moyen d'un subterfuge qui n'a aucun rapport avec la matérialité même des faits.

Nous espérons qu'un tel détournement d'inculpation ne manquera pas de susciter les protestations qu'elle doit entraîner si elle risque de faire jurisprudence, ou plutôt nous voulons croire que les journaux ont présenté l'affaire d'une manière qui n'est pas conforme à la réalité, et que cette mauvaise présentation et la source des malentendus qui peuvent surgir à ce propos.

La reconstitution secrète du Front Populaire

Nous empruntons à l'un des derniers numéros de Salut Public *les précisions suivantes sur les regroupements politiques secrets qui ont lieu actuellement à Paris.*

« Une sorte de « Front Commun » fonctionne déjà en France, avec ses ramifications apatrides et ses antennes marxisantes, dont le « noyau » provisoire compte une majorité d'hommes alentour du gouvernement, la plupart à des postes-clés... » — (Bulletin de 7 avril 1959).

Pour comprendre et saisir la portée de l'opération en cours, il faut, d'une part, prendre à la lettre les campagnes accentuées de la presse communiste et communisante, sur la « nécessité absolue, la possibilité grandissante d'une puissante lutte unie » — d'autre part, en rappeler la ligne directrice, exprimée dans le « point 39 » du projet de thèses du parti communiste pour son XVe Congrès, qui précise ceci :

« L'existence et le développement d'organisations et mouvements de masses *indépendants* sont *indispensables* aux différentes couches de la population, pour la défense de leurs intérêts et de leurs aspirations. *Ces organisations et ces mouvements sont le lieu de rencontre* et d'action commune *entre communistes et non-communistes ;* ils sont *un des moyens de liaison essentiels* entre le parti et les masses... ».

Ainsi l'adversaire, quelle que soit l'époque, quel qu'il soit, et où qu'il soit — national-socialiste hier, national-communiste aujourd'hui — avertit toujours de ses intentions, révèle même l'articulation de ses plans pour peu que l'on prenne la peine de remonter à la source. Nous avons été les seuls, en 1958, puis en février 1959, lors du Congrès du parti communiste de l'U.R.S.S., à démontrer le mécanisme de l'opération qui, en fonction des thèses exposées dans les revues doctrinales, s'est progressivement déclenchée en Orient — en Amérique Latine — et en Europe occidentale depuis quelques semaines, notamment en France.

Quel est le déroulement de cette opération ?

1) *Le parti communiste* ayant atteint son plafond, ou l'ayant retrouvé en ce qui concerne ses voix électorales, constate qu'elles sont insuffisantes pour qu'il prenne le pouvoir légalement, le nombre de sièges ne correspondant pas à ses gains. Il lui faut donc pousser à l'élargissement d'un courant de la gauche non-communiste, tout en gardant le contrôle de l'opération. Ainsi :

a) Il *durcit* et renforce son appareil et ses antennes secrètes.

b) Il *sacrifie* certaines positions électorales, localement, en s'effaçant derrière des élus « de la gauche » ou « démocrates », dont ses propres voix conditionnent l'existence politique, puisqu'elles en sont l'appoint indispensable.

c) Il *délègue* ses cadres « hors parti », c'est-à-dire non-inscrits, au sein de tous les groupements ou regroupements dits « de gauche », « démocrates », etc...

Sa presse peut bien attaquer ces « mouvements et organisations ». Elle est lue par une majorité de convaincus. Et quant aux autres, ils seront d'autant plus tentés d'aller d'un Charybde dont certaines rigueurs, dont la discipline, dont les excès, les effraient, vers un Scylla dont ils ignorent qu'il est préparé à les absorber vers un même but...

2) *Les « organisations et mouvements »* suscités à cet effet, dans le moment présent (du moins les plus importants dans la conjoncture) sont les suivants :

A. — Le « Club Jean-Moulin ».
B. — L'Union démocratique du travail.
C. — « Progrès et patrie ».

Nous avons déjà parlé du dernier. Nous n'y reviendrons qu'afin de mettre en relief *certaines idées-charnières* et *certains hommes-clés* appartenant à celui-ci, et répartis chez les autres. Il n'y a pas à proprement parler de chef unique tirant les ficelles de l'ensemble, mais *un groupe d'hommes* dont les positions et les affinités personnelles permettent d'autant mieux d'assurer beaucoup de souplesse et de camouflage aux buts lointains de l'opération.

LE CLUB « JEAN-MOULIN » :

L'appellation a été choisie par un « spécialiste » : le nom est celui d'un des résistants les plus connus — mort héroïquement — dont les relations personnelles avec les communistes n'ont jamais été révélées — qui n'avait pas d'ennemis politiques — et qui touche tous les milieux qui des socialistes aux catholiques se refusaient de considérer que la présence de l'armée allemande en France était une raison pour en admettre la victoire définitive. Donc, *apparence nationale*.

Ce « spécialiste » est un « catholique de gauche » : *Georges Suffert*, 35 ans, collaborateur des revues « Esprit », et « France-Observateur », ex-rédacteur en chef de « Témoignage Chrétien ».

Suffert est une sorte de plaque tournante entre ces milieux progressistes, et :

— Les éléments de la revue « Temps Modernes » de J.-P. Sartre.

— Divers éléments de la C.G.T.

— Les radicaux-mendésiste, et plusieurs préfets.

Il est d'ailleurs le *co-auteur du « Bulletin » semi-confidentiel édité à Paris par Mendès-France,* dont il est devenu l'un des principaux conseillers.

L'équipe semi-clandestine dont il est l'animateur tient à jour une « liste gouvernementale » prête à proposer dans le cas d'une carence du pouvoir aboutissant à une période révolutionnaire. Sa position actuelle est « *gaulliste, mais pas inconditionnellement, car il faudra bien tôt ou tard que de Gaulle gouverne avec la gauche, et plus spécialement avec Mendès-France* ».

Idées-Force : « Justice sociale et solidarité internationale » - « maintien de la paix » (négociations à tout prix avec l'U.R. S.S.) - « L'Armée doit être absolument soumise à l'autorité civile » (ce qui, selon l'équipe, n'est pas le cas actuellement) - « Auto-détermination pour l'Algérie », avec « contrôle international des élections, après négociation avec les rebelles » - « créer en France une démocratie nationale et internationale ».

Parmi les relations de Suffert à la C.G.T., on peut citer l'un des secrétaires confédéraux : Jean Durey, Aimé Pastre, et, en marge les syndicalistes d'apparence C.G.T.-F.O. comme Lapeyre, ainsi que Denis Forestier (Syndicat national des instituteurs).

Parmi les groupements « de gauche » : Maurice Lacroix, président de « Jeune République » - Le professeur Berque (du Collège de France) - O. Rosenfeld, du parti socialiste autonome - De nombreux membres de la ligue contre l'antisémitisme, etc., etc...

Même repéré, Suffert sait fort habilement manœuvrer, et enseigne à son équipe le principe de composer avec l'adversaire, afin de le noyauter et de l'éliminer. Il est de ceux qui, « gaullistes non inconditionnels », disent entre eux que le moment approche « de contraindre de Gaulle à aller plus à gauche encore, ou de le remplacer... ».

L'UNION DÉMOCRATIQUE DU TRAVAIL :

Ce parti est apparemment né le 15 avril 1959. En réalité, il a été créé en 1955 par Louis Vallon, René Capitant, Irène de Lipkowski, Jean Cassou et Bertrand Schneider. (Ce dernier ne fait pas partie de l'équipe nouvelle).

Sa raison d'être est la suivante : « Devant l'incapacité des formations traditionnelles à se rénover, face au désarroi des travailleurs, l'U.D.T. souhaite répondre par son action à l'espoir du pays, et devenir le grand mouvement *populaire et national* que *l'opinion démocratique* attend... ». Du moins sa raison

d'être officielle. C'est « Le Monde » du 16 avril dernier qui précisait lui-même en première page que : « L'U.D.T. entend jouer un rôle dans la transformation des partis, sans se mêler aux luttes électorales » (il s'agit donc bien d'un brain-trust qui entend noyauter les autres formations, ou en tout cas les orienter). Comment, « en établissant, précisait « Le Monde », *un réseau de militants* prêts à appuyer à l'échelle nationale la tendance libérale du « gaullisme ». *Si par exemple un referendum intervenait un jour sur une solution du problème algérien,* poursuit le même quotidien, l'U.D.T. se trouverait unanime dans son approbation, et peut-être *plus apte que les partis classiques à entraîner l'opinion...* »

Tout mouvement national qui oserait parler de « réseau » organisé en dehors des formations politiques traditionnelles serait immédiatement taxé de « fascisme », et suspect de « complot ». Mais il est vrai que les principaux fondateurs, les principales cautions de l'U.D.T. ont été au préalable reçus par le général de Gaulle, qui, selon plusieurs d'entre eux, les a « fortement encouragés ». Ce sont les suivants : Louis Vallon, Irène de Lipkowski, Maurice Clavel, J.-C. Servan-Schreiber, Barberot.

D'autres fondateurs restent en coulisse : Pierre Naudet (ex-député mendésiste) - Joseph Kessel - Jacques Chevallier (Alger) - Albert Ollivier.

Les idées-charnières du groupe sont : « Fédération, autonomie, et *a fortiori* intégration, assimilation, à l'opposé indépendance, n'ont pas une chance sur mille (sic !) de représenter un statut politique valable, acceptable, durable... mais, la sécurité revenue *en Algérie* avec « la paix des braves », les contraintes mêmes involontaires, une fois écartées, les esprits enfin apaisés, se dégagera enfin des populations une volonté clairement exprimée... ».

Ce charabia volontaire camoufle mal l'idée émise ci-dessus d'un éventuel « referendum » sur une solution algérienne, avec des truquages, et des questions équivoques, du type de celles qui ont amené et installé de Gaulle au pouvoir. L'un des dirigeants, Dechartre (issu de la gauche progressiste de l'U.D.S.R.) a précisé d'ailleurs que les prochaines conversations Mohammed V - de Gaulle pourraient avoir « une heureuse influence » sur ce problème.

Plus grave encore est la position en matière de *politique extérieure*, et en ce qui concerne les réformes intérieures, voulues par l'U.D.T. Dans le premier de ces domaines, ses dirigeants rejoignent parfaitement la combinaison d'inspiration anglo-soviétique actuelle, pour soi-disant en finir avec la tension internationale : *négociations périodiques* s'il le faut entre les « grands » — *neutralisation* du Centre-Europe par l'absence de toute arme nucléaire dans les 6 pays de l'Ouest continental, et en Allemagne de l'Est, Tchécoslovaquie, Hongrie,

plus une fraction du territoire polonais — puis *réduction des armements conventionnels* dans la même zone. Enfin, coopération avec l'U.R.S.S. pour « aider les pays sous-développés » (permettant la prolifération de missions soviétiques dans les pays qu'elle n'a pas encore ou partiellement seulement atteints...).

En ce qui concerne les *réformes intérieures*, l'U.D.T. ne fait que reprendre, sous des formules démarquées, celles que préconise « Progrès et Patrie » dont nous parlons de nouveau plus loin.

L'énumération des membres dirigeants précise d'ailleurs l'orientation réelle de l'U.D.T. — mélange de progressistes, de trotzkystes, de policiers d'origine, de synarques et de technocrates marxisants ;

Siègent à la fois au *Secrétariat permanent* et au *Comité directeur* : (dans l'ordre véritable d'importance, selon nous) :

Roland Pré (de « Patrie et Progrès »), Gilbert Grandval (idem) ; J.-C. Servan-Schreiber (Des « Echos de la Finance », organe chargé, dans les milieux économiques et financiers, de neutraliser habilement des positions patronales qui pourraient être hostiles à ces milieux politiques) [J.C.S.S. est le frère du directeur de « l'Express »] ; Louis Vallon (synarchie marxisante) ; Philippe Dechartre (U.D.S.R. progressiste) ; Jean de Lipkowski (idem et dont le rôle se camoufle derrière l'innocence politique de la mère Irène...) ; Pierre Billotte (général ambitieux, fut courageux dans la guerre, mais tenu par ses origines et par ses besoins financiers) ; Gilbert Beaujolin (sur lequel nous attendons des informations précises).

Siègent au Comité directeur, outre les précédents : Georges Altmann (journaliste, origine trotzkyste) ; R. Barberot (l' « Express » - liens avec les généraux Jacquot et surtout Cogny) ; J.-C. Broustra (issu de l'U.D.S.R.) ; J. Debu-Bridel (de France-U.R.S.S.) ; Thaddée Diffre (à préciser) ; André Gillois (de son vrai nom Diamant-Berger, liens progressistes) ; Gaston Gosselin (à préciser) ; Léo Hamon (de son vrai nom Isaï Goldenberg, de France-U.R.S.S.) ; Azziz Kessous (Algérien mendésiste - ancien rédacteur en chef de la « République algérienne », ex-organe de l'U.D.M.A. dont le président était Ferhat Abbas) ; J.-P. Levy (technocrate marxisant, directeur d'affaires) ; Jean Mairey (ex-haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, socialo-progressiste) ; Jacques Mercier (avocat-progressiste) ; Y. Morandat (berrichon myope, physiquement et intellectuellement, syndicaliste, « tenu » pour des raisons très diverses par ces milieux).

Simone Pelabon (épouse Scemama, du ministère de l'Intérieur (section renseignements généraux, etc.) ; V. Rochenoire (à préciser) ; H. Romans-Petit (ex-chef du maquis de l'Ain, tenu par ses ambitions et ses besoins financiers) ; Pierre Serreules

(issu de l'entourage de Gaulle, à Londres et Alger, de par sa résistance en France) ; Henry Torrès (cheville communo-trotzkyste, pour être modéré dans nos termes).

D'autres noms pourraient être cités, tel celui de Mme Georges Picot, femme du général (qui ne partage pas du tout ses opinions, et de ce fait vit quasiment séparé d'elle), dont une fille a épousé Simon Nora, de « Progrès et Patrie », très liée à l'ex-député mendésiste Ulver, etc...

Tous les membres de l'U.D.T. ne sont pas initiés également aux buts réels et lointains de l'opération. Certains noms servent de paravent, de par leur passé de guerre, ou de souffrance, comme Irène de Lipkowski. Nous avons en tout cas souligné ceux qui ont un rôle précis, en fonction de leurs connaissances techniques, économiques, ou policières, pour organiser comme le disait « Le Monde », « des réseaux » adéquats... Le lien avec le « *Club Jean-Moulin* » est établi par Léo Hamon, G. Altmann, etc... sans parler des mêmes syndicalistes C.G.T. ou F.O. que nous avons cités dans l'équipe de ce dernier organisme « d'études ».

Le Gérant : Jacques POILLOT.

Imprimerie Maurice MIDOL, Montargis (Loiret)
Numéro d'impression : 462. Dépôt légal : 2e trimestre 1959.

ar sa
trotz-

orges
opi-
e fille
l'ex-

ement
s ser-
rance,
uligné
ances
omme
avec
mann,
). que
d'étu-

tre 1959.